Marc Fontrier

ÉTHIOPIE
–
LE CHOIX DU FÉDÉRALISME ETHNIQUE

* *

CHRONIQUE DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION

1991-1995

BIBLIOTHÈQUE PEIRESC 27

L'Harmattan

ÉTHIOPIE
LE CHOIX DU FEDERALISME ETHNIQUE

CHRONIQUES DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION
1991 – 1995

BIBLIOTHEQUE PEIRESC

Collection dirigée par François Enguehard et Marc Fontrier pour l'Association française pour le développement de la recherche scientifique en Afrique de l'Est (ARESAE)

> *« Servant un chacun quand nous l'avons pu, et principalement le public, pour lequel seul nous avons travaillé quasi toute notre vie »*
>
> PEIRESC

La Bibliothèque Peiresc a été créée par Joseph Tubiana en hommage à l'érudit provençal d'ascendance italienne Nicolas Claude Fabri de Peiresc (1580-1637), pour y accueillir des œuvres correspondant à l'exigence et à l'éclectisme de ce magistrat humaniste et bibliophile.

Savant et curieux de toute chose, au point qu'on ne saurait énumérer tout ce qui l'a intéressé et diverti : sciences naturelles, numismatique, art, histoire, littérature, astronomie, philosophie, mœurs, religions, poésie, avec un souci particulier des langues et des cultures de la Méditerranée antique et contemporaine, dans les dernières années de sa vie il s'était pris d'un vif intérêt pour les chrétientés orientales, notamment d'Egypte et d'Éthiopie.

C'est dans cette direction que notre collection est surtout orientée, sans s'interdire aucun des sujets qui ont retenu l'attention de Peiresc, en s'efforçant de satisfaire, avec le respect qui lui est dû, la curiosité diverse de nos contemporains.

MARC FONTRIER

ÉTHIOPIE
LE CHOIX DU FEDERALISME ETHNIQUE

CHRONIQUES DU GOUVERNEMENT DE TRANSITION

1991 – 1995

BIBLIOTHEQUE PEIRESC 27

L'Harmattan

Du même auteur chez l'Harmattan :

- *La Chute de la Junte militaire éthiopienne (1987-1991)*. L'Harmattan. Paris 1999.
- *Abou-Bakr Ibrahim - Pacha de Zeyla, marchand d'esclaves*. L'Harmattan. Paris 2003
- *Le Darfour : Institutions internationales & crise régionale 2003-2008*. L'Harmattan, Paris 2009.
- *L'Etat démantelé – Annales de Somalie 1991-1995*. L'Harmattan Paris 2012

Le présent ouvrage constitue la suite de :

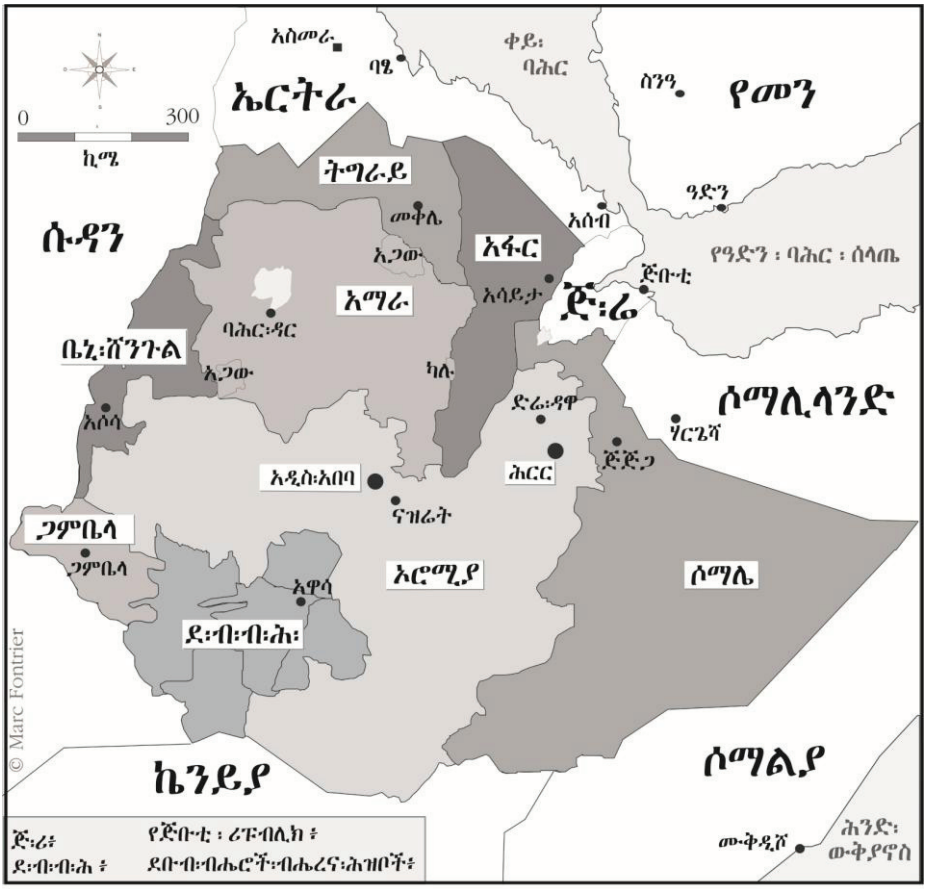
LA CHUTE DE LA JUNTE MILITAIRE ETHIOPIENNE

© L'HARMATTAN, 2012
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris

http://www.librairieharmattan.com
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-336-00475-4
EAN : 9782336004754

Au professeur Joseph Tubiana,
maître et ami



የኢትዮጵያ ፡ ፌዴራላዊ ፡ ዲሞክራሲያዊ ፡ ሪፐብሊክ

(ጥር ፡ ፲፱፻፹፤ ዓ.ም.)

TRANSCRIPTION ET TRANSLITTERATION

La multiplicité des langues concernées par cet ouvrage ne se prête ni à une transcription ni à une translittération qui seraient à la fois scientifiquement satisfaisantes et, dans le même temps, d'un confort acceptable pour le lecteur non averti. C'est pourquoi les principes suivants, aussi contestables soient-ils mais que l'on espère tenir un point moyen ont été retenus :

I. – L'ouvrage traitant d'un sujet éthiopien, le parti a été pris de se situer d'un point de vue éthiopien. La rédaction se fonde donc sur l'usage amharique, qui demeure la langue de l'administration éthiopienne. La translittération retenue pour les sons spécifiques en est la suivante :

ha	shä	qä	tä	tshä	t̲ä	tchä	tsä	pä p̲ä	a
ሀ ሐ ኀ ኸ	ሸ	ቀ	ተ	ቸ	ጠ	ጨ	ጸ ፀ	ፐ ጰ	አ ዐ

A ces signes, il convient d'ajouter ou de substituer en langues *tigré* et *tegrigna* :

ᶜa	ḥa	ḫa	qhä
ዐ	ሐ	ኸ	ቐ

Les ordres vocaliques éthiopiens sont transcrits :

1 : « *ä* » 2 : « *u* » 3 : « *i* » 4 : « *a* »

5 : « *é* » 6 : « *e* » ou muet 7 : « *o* »

II - Les noms *somali* de lignages et les noms de lieux situés sur le territoire éthiopien en pays *somali* sont de même transcrits selon l'usage éthiopien ; néanmoins, à leur première apparition, ils sont également indiqués en italique et entre crochets selon l'orthographe officiellement adoptée en 1974 par la République de Somalie pour la langue somalie.

Pour les autres langues couchitiques dont il n'existe pas de transcription officielle, *afar* et *oromo* par exemple, la plupart des mots sont précisés, également entre crochets, en usant, pour les sons proches de l'arabe ح ج ع des signes « ḥ », « ḫ » et « ʿ » et, pour le d rétroflexe « ḍ » .

III. Pour les termes arabes, la translittération *arabica* a été utilisée.

IV – Certains noms résolument passés dans le vocabulaire international ou dans la langue française ont été repris selon l'usage établi. Il en va notamment ainsi des noms propres en usage en république de Djibouti. On trouvera donc « Hassan Gouled » [som. Xasan Guuleed], « Issa » [som. *Ciisé*] ou « Massawa » pour [amh. *Metsäwa* ou teg. *Bat*sé].

V – Les différentes langues de référence sont signalées par les abréviations suivantes : [af.] pour *afar* ; [ar.] pour arabe ; [gz.] pour guèze ; [or.] pour *oromo* ; [teg.] pour *tegrigna* ; [tig.] pour tigré ; [amh.] pour amharique.
Pour les noms de lieux et de personnes comme pour les noms d'organisations, nous utiliserons par souci de confort visuel les règles françaises de la majuscule.

VI – Les organisations éthiopiennes sont citées en anglais selon la terminologie qu'elles ont elles-mêmes choisie et telles qu'elles ont été retenues par les instances et la presse internationales. Le nom amharique est indiqué pour les plus importantes d'entre elles.

VII - Les dates essentielles sont précisées dans le comput éthiopien [*a.m. : amätä mehrät* - ሃመተ ፡ ምሕረት ፡ « an de grâce »] qui accuse un retard de sept ou huit années sur le calendrier grégorien.

Introduction

La société internationale préfère la tyrannie d'un régime à l'hypothèse du chaos, un interlocuteur même peu fréquentable à pas d'interlocuteur du tout. Aussi, jusqu'à ce qu'il fut devenu inconcevable d'attendre un redressement de la situation en République démocratique et populaire d'Éthiopie, nul n'osait encore au début de l'année 1990 envisager une victoire rapide des mouvements insurgés. Aussi meurtrière fut-elle depuis trente ans, la guerre en Érythrée semblait toujours avoir été là, avec quelques épiphénomènes mal cernés, à la périphérie d'une Corne de l'Afrique où évoluaient des peuples d'un autre âge, farouches et secrets. Aucun analyste, aucun observateur et aucun diplomate ne se risquaient à évoquer le terme éventuel de ce qui était depuis longtemps devenu une sorte de ronronnement tragique de l'histoire.

Pourtant, s'il faut désigner le moment où celle-ci s'accélère et dater l'irréversible qui se conclut sur la chute du colonel Mängestu Haylä-Maryam et son exil au Zimbabwé, on peut sans grand risque avancer que le désengagement des Soviétiques en 1990 aura constitué l'élément décisif d'un processus qui l'année suivante permet à l'*Ethiopian People's Revolutionary and Democratic Front (EPRDF)*[1] de s'emparer du pouvoir. La réduction drastique du soutien militaire de Moscou à Addis Abäba comme les distances prises progressivement à l'égard du régime éthio-

---

[1] **የኢኢትዮጵያ ፡ ሕዝቦች ፡ አብዮታዊ ፡ ዲሞክራሲያዊ ፡ ግንባር ፣** [amh. *yä-ityopia hezbotsh abyotawi dimokrasiyawi genbar*] « Front démocratique révolutionnaire des peuples d'Éthiopie ». La traduction anglaise de l'intitulé du front est toujours orthographiée *Ethiopian People's Revolutionary and Democratic Front*, Front révolutionnaire et démocratique « du » et non « des » peuples d'Éthiopie, contrairement à l'amharique. À partir de 1992, lorsque la position unitariste sera définitivement affichée, on rencontrera le singulier *hezb* **ሕዝብ ፣** dans la presse nationale.

pien et de ses excès s'imposent comme une conséquence directe des développements politiques intervenus au sein même de l'Union soviétique. Certes, sur le terrain, conjuguées avec des défaillances purement éthiopiennes, elles ne font que contribuer à l'aggravation d'une situation déjà largement déprimée. Les capacités opérationnelles accrues du *Tegray People's Liberation Front (TPLF)*[1] et de l'*Eritrean People's Liberation Front (EPLF)*[2], l'affaiblissement de l'état-major provoqué par les purges effectuées à la suite du coup d'État manqué de 1989, l'échec des initiatives politico-militaires entreprises sur les problèmes de fond et enfin l'intolérance généralisée de plusieurs ethnies vis-à-vis du pouvoir *amhara* concourent dès le début de l'année l990 à placer le président éthiopien dans une position de plus en plus précaire.

La situation militaire domine alors l'actualité avec la poursuite des combats dans le Nord face aux *Tegray* et aux Érythréens puis face aux *Oromo* qui ouvrent un nouveau front, aussi modeste soit-il, dans l'Ouest du pays. Les succès des maquisards et plus particulièrement la mise en échec des troupes gouvernementales à Massawa[3] conduisent au mois de février le chef de l'État à lancer un appel solennel aux forces armées pour que celles-ci « ne reculent devant aucun sacrifice face à la conspiration de l'*EPLF* visant à démembrer l'Éthiopie »[4].

Dans les autres registres, la situation ne semble guère meilleure. Le 5 mars, le président Mängestu en est même venu à reconnaître l'échec de quinze années de gestion socialiste dans son rapport devant le 11e *plénum* du Comité central du *Workers Party of Ethiopia (WPE)*[5]. Campé sur ce constat, il a promis une série de réformes politico-économiques attestant l'abandon de l'idéologie marxiste-léniniste : sur le plan économique, il s'agit d'introduire un système mixte qui redonnerait au secteur privé la place qu'il occupait avant la révolution ; au sein de l'appareil politique, les réformes prévoient la restructuration du *WPE* de sorte que l'ensemble des sensibilités du pays s'y trouve représenté. Autant de projets qui sont apparus d'emblée bien abscons sinon dérisoires tant a semblé délicate leur mise en application.

Quoi qu'il en soit, l'annonce de ces changements n'a en rien entamé la pugnacité des rebelles érythréens qui tout en les rejetant ont même accentué leur pression militaire sur Asmära. Pis encore, la contestation a gagné l'état-major de la IIe Armée déployée en Érythrée. Certains de ses membres ne craignant plus de réclamer clairement l'ouverture d'une

---

[1] **ሕዝባዊ ፡ ወያኔ ፡ ኃርነት ፡ ትግራይ ፡ ግንባር ፣** [amh.*hezbawi Wäyyané harennät genbar*] désormais connu en tant que **የትግራይ ፡ ሕዝብ ፡ ነፃነት ፡ ግንባር ፣** [amh. *yä-tegray hezb nätsannät genbar*].

[2] **የኤሪትሬ ፡ ሕዝብ ፡ ነፃነት ፡ ግንባር ፣** [amh. *yä-éritré hezb nätsannät genbar*]

[3] **ምፅዋዕ ፣** [amh. *metswa*], مَصوَع [ar. *maswa*ᶜ] et au tigrigna **ባፄዕ ፣** [teg. *batsé*ʿ].

[4] *Addis Zämän*, le 26 février 1990 : Allocution du président Mängestu.

[5] **የአኢትዮጵያ ፡ ሠራተኞች ፡ ፓርቲ ፣** [amh. *yä-ityopia särratägnotsh parti (isäpa)*] - Parti des travailleurs d'Éthiopie.

négociation directe avec l'*EPLF* afin de mettre un terme aux combats. Si cette dernière velléité a rapidement été étouffée, il en est tout autrement allé de l'agitation qui le 19 mai a touché les milieux universitaires après l'exécution des douze généraux impliqués dans la tentative de coup d'État du 16 mai 1989[1]. À l'extérieur du pays, les mesures annoncées suscitent le plus grand scepticisme tant les exécutions ont jeté un doute sérieux sur l'authenticité des intentions de réforme du gouvernement. D'autant qu'à l'aplomb de ces réserves, la quatrième session du Parlement qui s'est tenue du 21 au 25 juin a proclamé la mobilisation générale devant la pression conjuguée du *TPLF* et de l'*EPLF*. C'est donc un appel à la guerre totale qui est venu sanctionner l'échec des récentes initiatives gouvernementales alors que leur objectif déclaré était une relance des négociations avec les fronts. Il est vrai que le président Mängestu s'était personnellement déplacé à Rome afin de présenter de nouvelles propositions à leurs représentants. Parmi celles-ci, on avait relevé, en ce qui concernait l'Érythrée, une proposition de retour au statut de fédération, tel qu'il avait été défini en 1950 par la Résolution 390 des Nations unies et tel qu'il avait fonctionné de 1952 à 1962[2]. Mais en vain ; pour les deux camps, l'option privilégiée restait plus que jamais militaire.

Isolé sur le plan intérieur, coupé de ses soutiens extérieurs traditionnels, le chef de l'État est fragilisé. Chacun admet qu'il lui faudra davantage qu'une déclaration d'intention pour venir à bout de cette vieille défiance que se vouent *Ambara* et Érythréens et que n'ont pu qu'exacerber au plus haut point quelque trente années de guerre. À la fin du mois de juillet 1990, si la marge de manœuvre du Président est de plus en plus réduite sur le plan politique, elle semble tout à fait inexistante en termes militaires. À Asmära, le moral des troupes gouvernementales est au plus bas, les actes d'indiscipline se multiplient.

La situation est à ce point critique quand opportunément la crise du Golfe vient octroyer un répit au pouvoir. Saisissant la balle au bond, l'Éthiopie s'aligne d'emblée sur la position des Occidentaux. Mängestu, aidé en cela par les efforts d'Israël, tente dans le même temps un rapprochement avec les États-Unis. C'est un succès. Le responsable du Trésor américain, James Baker, se rend à Addis Abäba tandis que Washington se félicite du soutien des représentants éthiopiens aux Nations unies dont l'Éthiopie est alors membre du Conseil de sécurité. Signe plus patent encore du réchauffement des relations, les Américains s'engagent à parrainer officiellement les futures négociations entre Éthiopiens et Érythréens. Washington qui a jusqu'ici donné carte blanche à Jimmy Carter pour tenter de rapprocher les deux parties semble maintenant vouloir peser de tout son poids pour amener l'*EPLF* à davantage de flexibilité. Le Département d'État s'engage au point qu'au cours du mois de sep-

---

[1] *Addis Zämän,* les 21 et 22 mai 1989

[2] Voir à ce propos le manifeste gouvernemental intitulé *La révolution en Éthiopie et le problème de l'Érythrée*. Addis Abäba. 1978.

tembre 1990, il dépossède l'ancien président américain de son rôle de principal intermédiaire entre les forces belligérantes. C'est Herman Cohen qui arrangera la rencontre entre les représentants de l'*EPLF* et ceux du gouvernement éthiopien, prévue au début du mois d'octobre, à Washington. En gage de leur bonne volonté, les autorités d'Addis Abäba acceptent pour leur part d'inscrire leur discours dans le cadre de l'option fédérale préconisée par les Américains. Lors de la rencontre, elles offrent à l'*EPLF* la reconnaissance de l'autonomie de l'Érythrée à l'exclusion de la Dankalia[1], appendice *afar* de la région rebelle. Il s'agit de préserver à l'Éthiopie une ouverture sur la mer Rouge en lui garantissant la route et le port d'Asäb. La proposition est rejetée sur-le-champ par les indépendantistes. Jouant dès lors du caractère intraitable de l'*EPLF* ainsi que du soutien apporté à Bagdad par les dirigeants érythréens, il reste au gouvernement éthiopien à tenter un isolement du front sur la scène internationale.

Dans le même temps, face à la contestation qui s'est développée depuis plusieurs mois au sein du comité central du Parti à propos des changements d'orientation du régime et des mesures adoptées, Mängestu au début du mois de septembre entame une série de purges qui visent à écarter les éléments les plus radicaux de l'appareil d'État. Le Président envisage aussi de lancer un processus accéléré de réformes politiques avant que ne s'achève l'année 1990. De son côté, l'armée profite de la suspension des livraisons d'armes aux Érythréens pour accentuer son effort dans la région d'Asmära et tenter de reprendre le port de Massawa. Au mois de décembre, le régime apparaît donc en meilleure posture qu'il ne l'était au mois de juin précédent. L'alliance scellée entre Addis Abäba et les Israéliens porte ses fruits ; ces derniers remplacent désormais les Allemands de l'Est et les Soviétiques au sein des armées et dans les services secrets.

Tandis que l'*EPLF* qui attend l'issue de la crise du Golfe ne cesse de repousser la date des négociations avec le gouvernement éthiopien, Mängestu continue à tabler fermement sur la défaite de l'Iraq. Selon lui, celle-ci devrait susciter un désarroi et une chute de moral suffisants parmi les rebelles pour les convaincre de négocier. Toujours dans la perspective d'une victoire américaine, il cède donc aux pressions occidentales en acceptant de lever le blocus du port érythréen et, partant, autoriser la distribution de l'aide alimentaire en Érythrée. Ceci se veut un pas d'autant plus décisif vers le dialogue que les Éthiopiens ne se sont pas résolus sans réticences à une telle mesure. Nul à Addis Abäba n'ignore qu'elle permettra également aux fronts de se ravitailler.

Ces succès diplomatiques de Mängestu vont cependant se charger d'un lourd handicap. En ce début d'année 1991, le *TPLF* resté jusqu'alors en

---

[1] *Dankali* est le nom d'un lignage établi dans l'arrière-pays d'Asäb. *Pars pro toto*, les Arabes désignent l'ensemble des *Afar* par ce mot pour lequel ils ont créé un pluriel *interne :* un *Dankali*, des *Danākil*. Le terme Dankalia, créé par les Italiens est ainsi utilisé pour désigner la zone *afar* de l'Érythrée.

retrait de la scène lance une offensive de grande ampleur dont les succès très vite se révèlent décisifs. Par son action, le front coupe l'herbe sous les pieds de ceux qui à Washington ou à Rome croient encore en l'avenir d'une stratégie de bons offices pour parvenir à la paix. Ce faisant, il fige les démarches entreprises par le gouvernement éthiopien lui-même. C'est ainsi que, soutenus et accompagnés par leur allié érythréen, les fronts coalisés au sein de l'*EPRDF* viennent en moins de trois mois à bout de ce régime contre lequel ils luttent depuis tant d'années. Force est de reconnaître néanmoins qu'en dépit de quelques perfusions diplomatiques, à bien y regarder précaires et illusoires, le système politique éthiopien agonisait en réalité depuis un bon moment déjà.

Cet *EPRDF,* apparu en 1989, est une coalition de fronts régionaux organisée et agissant en vertu d'un programme adopté en octobre 1989 puis révisé en janvier 1991. Le *Tegrean People's Liberation Front (TPLF)* en représente le cœur. Il a depuis plusieurs années accaparé le monopole de l'opposition au Tegray, au prix parfois de graves dissensions internes. Au fil de ses victoires et notamment après la libération du Tegray, l'étroitesse de sa base lui a imposé de mener une politique des nationalités dans un cadre plus éthiopien. C'est de cette nécessité qu'est né l'*EPRDF*. En son sein se trouvent représentés les principaux peuples d'Éthiopie qui viennent légitimer la dimension nationale de la révolte. Il s'agit de l'*Ethiopian People's Democratic Movement (EPDM),* la caution *amhara*, de l'*Oromo People's Democratic Organisation (OPDO),* la participation *oromo* et de l'*Afar Democratic Union (ADU).* À ceux-ci s'ajoute, seule note catégorielle, un parti d'officiers ralliés, l'*Ethiopian Democratic Officers Revolutionary Movement (EDORM).* Deux fronts périphériques ont choisi de s'allier à l'*EPRDF* sans toutefois explicitement rejoindre l'organisation : le *Bani Shängul People's Liberation Front (BPLF)* et le *Gambela People's Democratic Front (GPDF).*

C'est cet ensemble qui à la fin du mois de février lance conjointement aux forces de l'*Eritrean Peoples' Liberation Front (EPLF)* une série d'offensives militaires d'envergure : la première baptisée « Théodoros » [amh.*téwodros*] s'achève début mars sur la chute du Godjam [amh. *G^{w}ädjam*] et du Gondär ; dans la foulée de ce foudroyant succès, une nouvelle opération nommée « Libération et Égalité[1] » est menée en direction du Wälläga où piétinent depuis leur création les maquis *oromo*. Dans le même temps, les combats se poursuivent au Wällo et au Shäwa jusqu'à ce qu'à la fin du mois de mars on assiste provisoirement à la stabilisation des fronts.

Dans le Nord, l'*EPLF* poursuit le siège de la IIe Armée éthiopienne enfermée dans la poche d'Asmära. Après l'évacuation des îles Dahlak par les Soviétiques, les Érythréens ont également lancé en direction d'Asäb une offensive baptisée « Dankalia ». En avril, elle tend à s'enliser à quelques distances de son objectif.

---

[1] **አርነትና ፡ እኩልነት ።** [amh. *arennät-enna ekkulennät*]

Face à l'exceptionnelle gravité de la situation, le gouvernement éthiopien réagit en procédant à la mobilisation des étudiants et à l'expulsion de quelques diplomates soudanais et libyens. Mesures dérisoires. À l'intérieur du système désormais une partie de bras de fer oppose le Parlement et le président Mängestu. À l'issue du discours présidentiel prononcé le 19 avril, la réunion du *shängo* national est significative : elle s'achève sur l'adoption de deux résolutions contradictoires, l'une en faveur du compromis et de la négociation, l'autre en faveur d'une réorganisation de la lutte. Un nouveau gouvernement est bien formé, le 26 avril, avec à sa tête Täsfayé Dinka, mais la reprise des offensives rebelles et l'opposition croissante au sein du Parlement conduit à l'exil le lieutenant-colonel Mängestu Haylä-Maryam qui quitte le pouvoir le 21 mai.

L'investiture du général Täsfayé Gäbrä-Kidan à la tête de l'État se déroule dans la discrétion tandis qu'effondrement militaire et retraite des forces armées prévalent sur l'ensemble des théâtres d'opérations. Bien que, de manière un peu surréaliste, une « conférence de paix » se poursuive à Londres les 27 et 28 mai, le nouveau chef de l'État – conscient de l'inexorabilité de la défaite – donne aux troupes l'ordre de cesser les combats, ouvrant ainsi la capitale aux forces insurgées.

La situation qui émerge de ce bouleversement est tout à fait étonnante. Un mouvement rebelle qui tente laborieusement de faire oublier à ses interlocuteurs internationaux ses références idéologiques à la plus rigoureuse orthodoxie marxiste succède à un régime communiste qui a prospéré quatorze années durant à l'ombre du Kremlin. C'est pourquoi, le 1er juin 1991, avec la chute du régime du lieutenant-colonel Mängestu Haylä-Maryam, l'Éthiopie ne peut que s'engager vers une redéfinition générale de ses comportements politiques.

Compte tenu de l'identité, de la personnalité des vainqueurs, cette nouvelle période de l'histoire éthiopienne suscite d'emblée un questionnement singulier. Tout d'abord, comment l'*EPRDF* conciliera-t-il les exigences d'une culture marxiste acquise dans les maquis et entretenue à l'exclusion de toute autre avec la mise en place d'une démocratie pluripartite tâtonnant qui plus est vers le libéralisme ?

Ici, force est de constater que les programmes successifs des fronts et leur première expression légale, la Charte nationale, témoigneront d'une grande fidélité au centralisme d'État. Les quelques concessions accordées au libéralisme se révéleront davantage destinées à favoriser la venue de l'aide internationale qu'à exprimer une profession de foi véritablement nouvelle. Très vite d'ailleurs, le caractère relatif de l'apostasie se traduira dans le domaine économique par un certain nombre de réticences qui resteront sensibles tout au long de la période de la transition. Ainsi le gouvernement ne cessera-t-il d'atermoyer les mesures de libéralisation de sorte que le point d'orgue se jouera en 1994 dans le registre foncier lorsqu'il établira la terre propriété d'État. Dans le réper-

toire politique, comportements autoritaires et tendance à user à l'encontre des oppositions de méthodes éprouvées par les partisans de la guerre révolutionnaire confirmeront l'attachement des dirigeants à la culture marxiste-léniniste. Ce n'est donc pas là qu'il faut rechercher l'originalité d'un gouvernement qui, quelles que soient les impatiences des institutions financières internationales, n'en opérera pas moins un glissement certes lent, mais incontestable et parfaitement contrôlé vers un libéralisme mesuré.

En réalité, la grande affaire est ailleurs, qui traduira l'habileté des nouveaux dirigeants à manier le paradoxe. Car il leur faut reconnaître l'inévitable sécession érythréenne tout en garantissant coûte que coûte une unité nationale éthiopienne *de facto* menacée. Et le dilemme est là. Quel schéma adopter, comment le faire admettre et comment gérer ceux qui de toute façon refuseront jusqu'au fait accompli ?

Le problème ainsi exprimé, une réalité s'impose, d'abord confuse, puis auquel les faits accorderont sans grande difficulté crédit : les dirigeants *tegray* s'inscrivent de manière catégorique dans la continuité du vieux concept impérial unitariste. Nier cette évidence relève du procès d'intention et mériterait d'être éludé. Si au lendemain de la victoire, l'*EPRDF* procède à certains aménagements territoriaux et économiques dans le pays *tegray*, une juste revanche concédons-le après tant d'années d'oubli puis tant d'années de guerre, le front ne cherche pas pour autant à faire de la région un nouveau centre pour l'Éthiopie, pas plus qu'il n'en favorise la moindre velléité centrifuge. Aussi rien ne permet de conclure, en dépit de certains ajustements de bonne guerre, aux symptômes d'une volonté indépendantiste avérée du mouvement *tegray*. Mälläs Zénawi et les siens gouvernent depuis Addis Abäba, avec toute la symbolique qui s'y rapporte. À l'Érythrée près, la capitale de Menilek reste le centre politique d'un ensemble éthiopien dont ils auront soin de conforter l'infrangibilité.

Au regard des choix définis par le nouveau gouvernement, une autre interrogation encore surgit, second volet et pas le moindre de la problématique : la volonté de concéder au fait ethnique une place prépondérante dans le nouvel édifice politique conduit-elle à un inéluctable démembrement de la nation éthiopienne ? Sur ce point le comportement des vainqueurs s'applique avant tout à tranquilliser une société campée dans l'expectative. La méthode à la fois implacable mais mesurée dont ils usent au lendemain de la victoire rassure au prime abord un peuple qui avant toute chose aspire profondément à la paix.

Aussi la normalisation est-elle rapide. Résumons le processus qui va conduire en 1995 à une Éthiopie nouvelle avant de plonger dans le détail des événements. Un gouvernement provisoire est mis en place. Le calme est maintenu dans la capitale sans brutalité excessive, le regroupement des militaires et des personnalités de l'ancien régime ne donne lieu à aucun excès. Une fois les premières craintes dissipées, le bon

sens de la rue pousse la population à répondre aux mesures d'incitation à la reprise du travail. Rapidement, un gros mois après la chute d'Addis Abäba, la Conférence de réconciliation nationale décide en dernier ressort de la forme du nouveau pouvoir. Sa réunion qui donne lieu à l'adoption d'une Charte nationale et admet le droit à la sécession de l'Érythrée s'achève sur la désignation d'un « Conseil des représentants ». Dès le mois d'août, le gouvernement de transition est mis en place avec à sa tête Mälläs Zénawi, à la fois secrétaire général du *TPLF* et de l'*EPRDF*. Tout concourt à recréer une cohésion nationale dépitée après tant d'années de combats fratricides.

À la fin de l'année 1991 seront publiés les deux textes fondamentaux qui vont servir de main courante à la politique du nouveau gouvernement. Le premier est un projet de politique économique. Il esquisse la libéralisation de l'économie éthiopienne dans des limites qui, il est vrai, ne satisferont ni les libéraux ni la communauté internationale – souvent enclins à confondre vitesse et précipitation. Le second définit le nouveau découpage régional selon des critères ethniques, précise la répartition des pouvoirs telle qu'elle devra apparaître au sein du futur état fédéral éthiopien.

C'est sans conteste un paysage politique nouveau mais aussi un paysage extrêmement complexe qui se dessine, brossé à la fois selon des normes ethniques et des sensibilités politiques particulières :

- au sein de la société *afar*, citoyens à l'ordinaire peu exigeants, un courant nationaliste s'oppose aux *Afar* signataires de la Charte. Dans la nébuleuse *oromo*, société aux cursus historiques et aux fondements confessionnels disparates, l'*Oromo Liberation Front (OLF),* l'*Islamic Front for the Liberation of Oromiyaa (IFLO)* et une myriade de petits partis ne parviennent pas à déterminer une stratégie politique commune ;
- au sein de la société *somali* où sévit à l'état réflexe un sentiment irrédentiste, le contentieux historique et le souvenir des guerres somalo-éthiopiennes compliquent encore l'imbroglio qui résulte d'une structure lignagère complexe ;
- dans le Sud-ouest, une myriade de petits peuples à la base démographique étroite sont les seuls à chercher avec raison et sagesse à acquérir quelque poids dans le nouveau débat politique. Au terme de leurs efforts, ils parviendront à s'organiser tant bien que mal en unissant judicieusement des mouvements souvent minuscules ;
- les *Ambara*, grands perdants de la défaite de Mängestu, agissent toujours en ordre dispersé au sein de partis aux origines souvent anciennes mais qui ne peuvent mettre en synergie mouvances révolutionnaire, nationaliste, monarchiste et partisans du président déchu.

Le monde religieux est également actif. Les populations musulmanes entrevoient dans la promesse de laïcisation de l'État des perspectives poli-

tiques nouvelles alors que pour sa part l'église éthiopienne sait déjà que son influence va se réduire tant dans les sphères du pouvoir que du fait de la séparation de l'église érythréenne.

Pourtant, toutes ces contradictions, tous ces tiraillements, l'*EPRDF* les maîtrise dès les premières années de son gouvernement. Il bénéficie en l'occurrence d'une manière de complicité de la population éthiopienne. Cette connivence comme la paix qui l'a précédée résulte du double rejet d'une guerre dont le poids était devenu insupportable à tous et d'une forme d'État centralisé dans lequel nul ne se reconnaissait plus. C'est ce même sentiment populaire de « la paix à tout prix » qui facilite l'acceptation de la sécession érythréenne et, à travers le rejet de l'État socialiste, favorise le retour au principe du fédéralisme ethnique. Trois ans plus tard, il semblera, de manière assez paradoxale, que le pays a été protégé de l'éclatement par la singulière faiblesse de chacun de ses éléments. En réalité, il aura surtout été protégé de l'anarchie par l'*EPRDF*, redoutable maçon liant implacablement en trompe-l'œil dans le mortier éthiopien les éléments composites d'une société atomisée. Certes, les choses ne se passeront pas sans violences, mais toutes seront contenues et les velléités centrifuges finalement maîtrisées.

C'est en pays couchite que se manifestent les premières turbulences. Après quelques échauffourées survenues dès 1991 dans le pays *afar*, des difficultés plus importantes surgissent dans le Harärgé où *Somali Issa* [som. *Ciise*], *Oromo* [or. *Oromoo*] musulmans et *Wäyyane*[1] s'affrontent autour de problèmes liés au chemin de fer et au commerce du *tchat*. Les *Oromo* qui tentent d'instrumentaliser politiquement le différend s'installent dans une opposition radicale. La rupture a lieu au lendemain des élections régionales de juin 1992 qui se révèlent un fiasco démocratique. Reste qu'avec la robustesse monolithique d'une phalange grecque, le gouvernement *EPRDF* s'organise, alors que l'opposition qui lui reproche d'accaparer le pouvoir est loin de parvenir à la même cohérence et la même compacité. En dépit d'une réunion tenue à Paris en mars 1993 puis une autre, à Addis Abäba en décembre, les partis se montrent incapables de dépasser leurs propres contradictions, faiblesse dont le pouvoir aura très vite pris l'exacte mesure.

Après être venu à bout militairement puis politiquement entre 1991 et 1992 des oppositions *oromo* enferrées dans leurs propres exigences, l'*EPRDF* affronte en 1993 l'opposition *ambara*. Seule à posséder quelque consistance au Shäwa, elle aurait pu se révéler une véritable menace pour le pouvoir en place. Mais face à elle, la stratégie gouvernementale est par sa simplicité même d'une redoutable efficacité : elle se résume d'une part à étouffer la turbulence universitaire où elle

---

[1] **ወያኔ ፣** On se souvient qu'il s'agit du sobriquet attribué aux combattants *tegray* de l'*EPRDF*. Le terme désigne une guerre rituelle au cours de laquele s'affrontaient les habitants de villages voisins. Aucun talion ne devait être appliqué à l'issue de la joute, laquelle s'arrêtait au premier sang.

Les maquisards de l'*EPLF* se reconnaissent sous celui de **ሻዕቢያ ፣** *shaʿbiya* « populaire »

s'enracine et d'autre part à faire adopter une loi sur les partis. Leurs velléités désormais laminées sur le terrain militaire comme sur le théâtre politique, les partis n'ont pas d'alternative. Pour exister, il leur faut disparaître ou s'inscrire dans le processus politique qui va permettre à l'*EPRDF* de faire adopter une Constitution fédérale.

En dépit de quelques tentatives de rassemblements politiques qui sont le plus souvent le fait des peuples du Sud, les élections à l'Assemblée constituante se révéleront pour le gouvernement un relatif, mais incontestable succès. Les opérations dans leur ensemble se déroulent normalement, depuis la désignation de la Commission constitutionnelle et la promulgation de la loi électorale jusqu'à la préparation du scrutin et la nomination des membres du Comité électoral. C'est ainsi que cette Assemblée constituante élue au suffrage universel proposera à l'été 1994 la Constitution de la République démocratique fédérale d'Éthiopie. Le texte sera adopté par le Conseil des représentants après un débat dont les seuls points véritablement discutés seront le droit des peuples à « l'autodétermination jusqu'à la sécession » et le régime de la propriété de la terre.

Ainsi, alors que nombre de commentateurs dénonçaient une collusion Érythrée-Tegray visant à démembrer l'empire, le contraire s'est très vite avéré. Coquecigrue journalistique ou fantasme incantatoire d'ambitions politiques déçues, le pouvoir *EPRDF-TPLF* ne sera jamais un organe liquidateur. Farouchement éthiopien, il s'affirme au contraire l'héritier et le rénovateur d'un vieux concept jamais exprimé, mais bien inscrit dans le tréfonds de l'histoire et du cœur des Éthiopiens, le fédéralisme ethnique. La volonté de concéder aux peuples une place prépondérante dans le nouvel édifice politique éthiopien devient la façon la plus réaliste de lutter contre le démembrement de l'ensemble. À cet effet, le nouveau pouvoir a pour seule concession admis l'inéluctable, une sécession érythréenne qu'il s'est appliqué à banaliser.

Face à une paix fragile, l'opposition diluée a finalement facilité la tâche du centre fédéral et légitimisé l'*EPRDF*, gardien des institutions régaliennes grâce à la cohésion de ses dirigeants. À défaut d'être séduite, la population *ambara* qui ne les aime guère a confusément compris que les *Wäyyané* du Tegray représentaient d'autant mieux l'ordre et la paix qu'ils en assumaient pleinement les contraintes. Pour les peuples éthiopiens de la périphérie, les apparences sont sauves. La possibilité sécessionniste existe désormais pour chacun, inscrite dans le marbre de la Constitution. Le choix de rester, le choix de partir. On peut considérer d'une certaine manière que les nouvelles institutions ont changé les termes du discours ; la proposition *EPRDF* qui du temps des maquis était de « nous rejoigne qui veut » s'est au fil du temps transformée en un « nous quitte qui peut ».

Le sens commun de la population lui inspire finalement que l'essentiel n'est pas là. Qu'importe en Éthiopie que le pouvoir y soit *ambara* ou

tegray. Sans qu'ils en distinguent nettement les détails, les gens des hauts plateaux gardent chevillé à l'esprit les contours macro-historiques de leur passé et en déduisent instinctivement leur devenir. Ils savent que la seule véritable association dont le terme pourrait remettre en cause l'existence de la nation éthiopienne passe d'abord par l'unité du cœur sémite et chrétien de l'ancestral domaine des rois des rois. Une unité dont il faut créer une nouvelle règle pour que la périphérie y trouve sa place et délibérément s'y agrège.

Ce paradoxe qui déconcerte l'observateur ignorant de la réalité éthiopienne n'est pourtant pas si grand. Si le pouvoir *EPRDF* met en place un système qui prône la décentralisation jusqu'à la fédération voire la sécession pure et simple, les références idéologiques majeures du mouvement politique l'apparentent fondamentalement au jacobinisme le plus étroit. Car dans un contexte social d'emblée précaire, le concept de parti politique prend une acception particulière. Il ne se satisfait plus de l'expression depuis l'étranger ou depuis le maquis de quelque opposition plus ou moins légale. La perspective pluraliste qui porte pour certains l'espoir de voir poindre enfin les principes fondamentaux de la démocratie les aveugle du même coup lorsqu'ils omettent d'observer qu'elle émerge d'une guérilla conduite par des marxistes convaincus. Elle en consterne d'ailleurs d'autant ceux qui redoutaient que le découpage ethnique accompagnant ce pluralisme ne serve de prélude à la déstructuration du pays. Aussi, si certains utopistes occidentaux ont manqué de lucidité en mêlant aux réalités du monde afro-oriental leur propre conception de la démocratie, les Cassandres autochtones se sont souvent révélées trop véhémentes pour paraître vraiment objectives.

Car si la politique menée par le gouvernement *EPRDF* entend rompre avec un passé qui a justifié son insurrection, il faut savoir retrouver dans son comportement cette continuité de fond qui, à mieux y regarder, s'inscrit dans les registres séculaires d'un nationalisme spécifique à l'Éthiopie chrétienne et que, faute de mieux, nous qualifierons d'« abyssin ». C'est cette nouvelle façon d'aborder l'idée de l'unité éthiopienne qui fait véritablement l'originalité des choix gouvernementaux. Elle procède tout d'abord de la reconnaissance de la diversité du pays. À travers elle, elle sous-tend le souhait de voir apparaître une nation non plus unie par une forme ou une autre de coercition, mais construite par la volonté et le bon sens de ceux qui la composent. Chacun se doit de procéder à un constat individuel, de se convaincre qu'il y a tout à gagner à vivre ensemble et tout à perdre à se séparer. Il s'agit par conséquent de susciter un esprit national et non plus de l'imposer. Le mouvement centripète des nationalités doit conduire à la construction d'un espace fédéral ou confédéral au sein duquel chacun trouvera de son plein gré sa place.

Ceci passe naturellement par l'éveil d'une nouvelle culture politique que le Gouvernement de transition a bien du mal à faire acquérir et qui lui coûtera de nombreuses entorses à ses propres principes. Conséquences de l'incompréhension des uns et de l'ambition des autres, les difficultés

le conduiront à user d'une manière de plus en plus rigoureuse de comportements coercitifs. Simultanément, il donnera du grain à moudre à ses détracteurs en se laissant aller à un réflexe de repli sur sa culture marxiste. Néanmoins, avec habileté et un sang-froid politique étonnant, le gouvernement échappera pour quelques années à la spirale « provocation-répression » dans laquelle auraient pu l'entraîner tout autant ses propres certitudes que les ambitions d'opposants inconséquents. Cantonnés dans le rôle du gêneur, ces derniers suscitent plus d'une exaspération face à une équipe gouvernementale prompte à retrouver quelques réflexes frontistes. Mais au fil de ce nouveau combat, l'*EPRDF* poursuit la lutte politique avec une opiniâtreté et une férocité identiques à celles dont ses partisans ont fait preuve naguère lorsqu'ils se battaient dans les maquis.

C'est pourquoi les oppositions n'empêcheront pas la grande majorité des Éthiopiens de voter massivement la nouvelle constitution. Ce faisant, ils préféreront une paix sévère à un futur incertain dont après trente ans de guerre civile ils ne se sentaient plus prêts à assumer les conséquences.

Observons maintenant dans le détail les événements qui ont conduit à la nouvelle construction nationale éthiopienne, une construction où il faut admettre d'un point de vue macrohistorique « que tout aura changé afin que rien ne change ».

I – Le Gouvernement provisoire

Avec leur entrée dans Addis Abäba ce 27 mai 1991 [19 *genbot* 1983 *a.m.*] et le retour à la paix, c'est le processus de délitement du pays qu'il revient à l'*EPRDF* d'enrayer sans attendre. L'exercice est d'autant moins aisé que la prise du pouvoir ne se résume pas pour les vainqueurs à chausser les bottes du précédent régime. Bien au contraire, il leur faut reconstituer un tissu national mis à mal par la Junte avec en toile de fond le cortège des nombreuses antipathies qu'eux-mêmes suscitent et que leurs succès d'aujourd'hui ne font qu'exacerber.

On se souvient qu'en octobre 1989, tandis que l'Éthiopie subissait le traumatisme de l'échec du coup d'État de mai, l'*EPRDF* était pratiquement parvenu à une centaine de kilomètres de la capitale. Malheureusement, un peu coupé du réel par les péripéties de son éducation politique, le front avait persisté à clamer haut et fort ses convictions maoïstes, allant même jusqu'à traiter le président Gorbatchev de « révisionniste » et à affirmer contre vents et marées que sa référence demeurait le modèle albanais. Des déclarations de ce type avaient fortement indisposé les paysans *ambara*, déjà passablement lassés du stalinisme de Mängestu. C'est pourquoi, après avoir accueilli les maquisards en libérateurs, ils avaient fini par les chasser et la guerre avait duré encore dix-huit mois.

Il est vrai aussi que ce premier élan complice des plus démunis, purement conjoncturel, ne relevait d'aucune sympathie particulière à l'égard du front *tegray*. Mais avant que la maladresse des maquisards n'inquiétât à son tour, il s'était quand même présenté comme une alternative au pouvoir de Mängestu, ce pouvoir qui treize ans plus tôt l'avait dépouillé de sa révolution.[1]

---

[1] Lefort, René. *Éthiopie, La Révolution hérétique*. François Maspero : Paris, 1981

Lorsque Mälläs Zénawi, fin politique, eut compris combien il faisait fausse route, il s'était appliqué à donner de lui et des siens une nouvelle image, plus libérale. Sur cette voie, l'*Eritrean People's Liberation Front (EPLF)* qui avait officiellement abandonné le marxisme depuis au moins quatre ou cinq ans semblait alors en mesure de lui montrer le chemin.

LA NORMALISATION DANS LA CAPITALE

Pour l'*EPRDF*, les débuts dans Addis Abäba sont contrastés. Il n'y a pas de la part de la population d'hostilité patente à son encontre, mais plutôt un grand étonnement. La jeunesse des guérilleros, la présence de filles dans leurs rangs où semble régner une discipline de fer et leurs tenues disparates contribuent à plonger les habitants de la capitale dans la plus grande perplexité. Les vainqueurs ont l'apparence de va-nu-pieds ; sauf qu'à y regarder de plus près, ils laissent voir ce qu'ils sont en réalité, à savoir un instrument militaire hors du commun fait de courage, de discipline et de rusticité. Un dispositif de quadrillage sécuritaire important est mis en place dès le 28 et un couvre-feu de vingt-quatre heures instauré. À pied, la circulation est possible. En véhicule, seuls les membres de quelques ONG et de quelques ambassades se risquent à circuler en ville. Tous les édifices publics sont gardés.

De même, les premiers jours, la sécurité est assurée d'une main de fer par l'*EPRDF* dont les troupes, après le couvre-feu, tirent sans sommation sur tout ce qui bouge. Des voitures de diplomates essuient même quelques coups de feu. Quant aux voleurs, ils sont abattus sur simple dénonciation, parfois pour prix de simples chapardages perpétrés sur le marché. La rumeur de ces bavures inquiète les ambassadeurs des Douze qui envisagent de rappeler les nouvelles autorités au respect des droits de l'Homme. Dans l'ensemble cependant, les quelques tirs que l'on peut encore entendre sont essentiellement le fait de la chasse aux pillards.

Le regroupement des cadres de l'ancien régime

Le calme revenant, l'*EPRDF* estime que la résolution du problème sécuritaire passe par le règlement de la situation des cadres et des militaires de l'ancien régime. Les centaines de soldats capturés de l'armée régulière sont regroupés. Très vite, dès le début du mois, les plus jeunes seront renvoyés dans leurs foyers. Seuls resteront détenus les officiers généraux. Raisonnablement rassurés sur le comportement des vainqueurs ou incapables désormais de s'enfuir, les anciens dignitaires sont de plus en plus nombreux à se faire connaître. Aussi, dès le samedi 1er juin, la télévision est en mesure de déclamer aux actualités de 20 heures une liste de personnalités s'étant rendues.

Depuis le lundi 27 mai cependant, on sait que le général Täsfayé Gäbrä-Kidan est réfugié avec sept autres hautes personnalités du régime déchu à l'intérieur de l'ambassade d'Italie. La situation se complique le 1er juin lorsque l'un d'eux, Haylu Yämägnu se suicide à l'intérieur de la concession. Deux jours plus tard, le 3 juin au matin, Wäldä-Tchäkkol, Afäwärq

Berhanu, Fasika Sädelil et le général Seyum Mäkʷännen décident de se rendre et franchissent de leur plein gré le portail de l'ambassade. Le général Täsfayé Gäbrä-Kidan, Berhanu Bayyäh et le général Addis Tädla choisissent de rester[1].

Le rappel des fonctionnaires [29.V-1991]

Trente heures après la prise de la ville, le 29 mai vers 21 heures, la *Voice of Ethiopia* convie les hauts fonctionnaires, les responsables de la police, des administrations et des services publics à se rendre le lendemain en début d'après-midi au Théâtre national afin que puisse être envisagée la remise en route des activités de la capitale.

Dans le prolongement de cette injonction, au cours d'un nouveau communiqué diffusé le 30 à la radio, l'*EPRDF* annonce la mise en place imminente d'un train de mesures visant à faciliter la reprise du travail et à assurer la sécurité dans la capitale. Il est vrai qu'en attendant, la remise en route des administrations souffre encore de l'absence de directives de la part du nouveau pouvoir. Aussi le 31, devant le peu d'empressement manifesté, la radio appelle une fois encore les fonctionnaires à reprendre leur activité, sous peine cette fois de risquer la perte de leur emploi ; la menace cette fois est bien prise au sérieux.

En fait, les seuls incidents majeurs qui auront accompagné la prise de la ville auront été les explosions de deux dépôts de munitions. Le dépôt de munitions de Shägolé est une première fois touché le lundi 27 mai par des tirs d'artillerie lors des combats entre les forces gouvernementales et les rebelles. Une semaine plus tard, le mardi 4 juin à 4 heures 25 du matin, une série d'explosions violentes qui se prolongent dans la matinée secouera à nouveau Addis Abäba. Il s'agit cette fois du dépôt situé au sud de la capitale qui vient à son tour d'être détruit. Sans preuve formelle, les responsables de l'*EPRDF* imputent la responsabilité de la catastrophe aux partisans de Mängestu.

Il reste que pour un temps, la peur s'installe à nouveau à Addis Abäba. Chacun craint de voir réapparaître des troubles, d'autant que les membres de la *Special Defence Brigade (SDB)* [2] qui ont été les seuls à opposer quelque résistance à l'entrée des *Wäyyané* dans la ville sont toujours en liberté.

---

[1] Au sein du gouvernement déchu, ils détenaient respectivement les portefeuilles : Haylu Yämägnu de l'Industrie, de la Construction, des Mines et de l'Energie ; Wäldä-Tchäkkol des Finances, Afäwärq Berhanu de la Santé, le général Seyum Mäkʷännen de la Sécurité et de la Défense, Berhanu Bayyäh des Affaires étrangères. Le général Addis Tädla était vice Premier ministre et Fasika Sädelil, Secrétaire du *WPE*.

Le général Täsfayé Gäbrä-Kidan sera tué le 2 juin 2004 d'un coup de bouteille sur la tête par Berhanu Bayyäh. Ce dernier et le général Addis Tädla sont encore de nos jours les hôtes de l'ambassade d'Italie…

[2] La garde présidentielle de Mängestu. FONTRIER 1999: 55

Les ultimes barouds des partis amhara [29/30.V-1991]

Il n'en sera rien. Seules, comme on pouvait aussi s'y attendre, quelques manifestations encouragées par des partisans de l'*EPRP*, le vétéran *amhara* de la lutte révolutionnaire, se déroulent les 29 et 30 mai.

Dans la matinée du 29, un calme incertain règne sur Addis Abäba. Les soldats *tegray*, fatigués, sombres d'humeur et dépenaillés, fouillent systématiquement les maisons afin de confisquer les armes, tout particulièrement celles qui ont été achetées par les habitants aux déserteurs de l'armée régulière. Dans l'après-midi, un regain de tension se fait sentir. Des manifestants levés par l'*EPRP* se rassemblent face aux guérilleros stationnés autour de l'église Saint-Georges [amh. *Qeddus Giyorgis*] et de l'ambassade des États-Unis devant laquelle trois défilés de protestation se mettent en place[1]. Les cortèges sont dispersées sans rigueur inutile et, dans l'ensemble, le contrôle de la ville se passe de manière étonnamment sereine si on la compare à d'autres situations africaines, au premier rang desquelles la Somalie voisine.

Attentif néanmoins à ce que la situation ne s'envenime pas, l'*EPRDF* décide d'organiser le jour même une conférence de presse à l'hôtel Hilton. Il s'agit d'expliquer l'attitude de ses troupes dans la répression des manifestations hostiles à sa prise du pouvoir. La voie choisie étant celle de l'apaisement, promesse est faite de lever dès midi le couvre-feu et de rouvrir au plus vite l'aéroport au trafic. Les employés de la police et de l'administration sont invités à reprendre le travail dès le 31.

Il n'en est pas moins fait savoir aux membres du *WPE* qu'ils seront soumis à un recensement obligatoire sous quarante-huit heures : au ministère de la Défense pour les cadres, auprès de leurs *qäbälé* pour les simples affidés.

En dépit des interdictions et des mises en garde, deux nouvelles manifestations sont encore organisées le 30 au matin à l'issue desquelles quelques victimes seront à déplorer. Mais la motivation des habitants de la capitale manque autant de conviction que l'action des agitateurs manque de coordination. Face à eux la rigoureuse machine de l'*EPRDF* qui contrôle tout et qui voit tout est à l'œuvre. Le lendemain, seul un petit rassemblement est encore organisé à Aqaqi au sud-ouest de la ville. Il tou rne court et est aisément dispersé, sans incident cette fois.

La préoccupation sécuritaire

Tous les soirs, la télévision présente des émissions de « sensibilisation » aux atrocités perpétrées par Mängestu. L'appui de l'Union soviétique à l'ancien régime est à chaque fois longuement souligné. On insiste également sur la nécessité de remettre aux nouvelles autorités les armes dé-

---

[1] Le chargé d'affaires américain, Robert G. Houdeck, demande une protection à celui qui apparaît comme « l'administrateur militaire » d'Addis Abäba, Gäbrä-Tsadqan Gäbrä-Tensaé.

tenues par les *qäbälé* tandis qu'il est fait état de manifestations d'étudiants favorables à l'*EPRDF* à Baher Dar et à Dengla, répondant ainsi aux rumeurs de difficultés avec l'*EPRP* dans le Godjam[1].

Le lundi 1er juin, alors que le ramassage des armes se poursuit, la fermeture des écoles est ordonnée jusqu'à nouvel ordre. Les *Wäyyané* estiment en effet que quatre-vingt mille armes au bas mot circulent dans la ville et que cette situation ne permet pas de dispenser les cours dans des conditions de sécurité suffisantes. Le 31, ils ont commencé à récupérer auprès des *qäbälé* – qui se prêtent sans sourciller à l'opération – celles qui leur ont été distribuées il y a un peu plus d'un mois. Équipés de plans sommaires, les hommes de l'*EPRDF* procèdent méthodiquement à des perquisitions chez les particuliers. La police est partout assurée par les vainqueurs.

Et de fait, peu à peu en ville, l'*EPRDF* s'organise. Les cantonnements sont établis à l'intérieur des casernes et de villas abandonnées appartenant généralement naguère à des cadres de l'ancien régime. Le dispositif de sécurité mis en place s'allège de jour en jour. Une semaine après leur entrée dans la capitale, ce n'est plus qu'aux principaux carrefours et autour de quelques édifices importants que sont encore déployés des hommes en armes. La ville retrouve lentement son aspect habituel. Si les magasins dans leur majorité sont encore fermés, les mouvements reprennent et la circulation, des autobus notamment, s'effectue normalement. Au *Märkato*, la moitié des boutiques a rouvert. Si quelques centaines de professeurs et d'instituteurs se massent devant le ministère de l'Éducation dans l'attente du paiement de leurs salaires, non perçus du fait de la fermeture des banques, c'est sans débordement que tout se déroule désormais.

LES PREMIERES APPARITIONS PUBLIQUES DES VAINQUEURS

Alors que l'atmosphère se détend dans la capitale, le contexte politique du pays apparaît aussi entièrement nouveau. Le temps semble avoir suspendu son vol. Mängestu est parti allonger le cortège des dictateurs déchus. Parrains des vainqueurs, les États-Unis tentent de déceler chez leurs protégés ces signes extérieurs de marxisme qu'il conviendra d'étouffer dans l'œuf. En contrepartie du soutien américain, l'*EPRDF* doit maintenant fournir au monde riche et libéral les preuves tangibles qui rendront son apostasie irrévocable.

C'est dans ce contexte que, dès le tout début du mois de juin, les militaires cèdent insensiblement la place aux politiques. Si les premiers restent en charge de la sécurité, aux seconds il revient d'apporter à la population des solutions appropriées au retour rapide à une vie normale.

---

[1] Radiotélévision, 1er juin 1991, émission du soir.

La remise en route de l'aide humanitaire [31.V-1991]

A cet effet, le 31 mai [23 *genbot* 1983 *a.m.*] à 9 heures 15 du matin, dans la grande salle de réunion de l'hôtel Hilton, les nouveaux responsables de l'*EPRDF* tiennent une conférence de presse à l'intention des organisations d'aide humanitaire. Environ cinq cents personnes y assistent. Elles représentent les ambassades, l'Organisation des Nations unies, le Haut-commissariat aux réfugiés, la Croix rouge et les organisations non gouvernementales ; la presse internationale est là. Cinq personnes représentent l'*EPRDF*, Tamrat Layné, vice-président du mouvement et président de l'*EPDM*, Arkäba Okba, membre du Comité central et responsable de la logistique et des transports du *TPLF*, Abbayé Tsähay et deux représentants des branches humanitaires des fronts, Täkla-Wäyné pour la *Relief Society of Tegray (ReST)* du *TPLF* et Yonis Gäddamo pour l'*Ethiopian Relief Organisation (ERO)* de l'*EPDM*.

Prenant en premier la parole, Tamrat Layné rassure l'auditoire en lui faisant part de la volonté de l'*EPRDF* de faciliter le travail des organismes internationaux et des organisations non gouvernementales. L'essentiel de la conférence est ensuite prononcé par Abbayé Tsähay qui annonce la création d'un Comité de coordination de l'aide et demande aux parties intéressées de fournir des projets clairs et concis. Les actions envisagées seront à conduire sous la direction de l'*EPRDF* jusqu'à la mise en place d'un gouvernement de transition, prévue à échéance d'un mois. Le dirigeant *tegray*, qui est membre du comité exécutif de son mouvement, profite de son intervention pour glisser à l'oreille de chacun combien le front est partisan du libéralisme, seul principe susceptible d'aider les agriculteurs *à développer leurs activités en fonction des prix du marché et en contrôlant librement leur production*. Un propos qui ne cesse de surprendre une assistance parmi laquelle peu ignorent les idées qui ont fondé l'éthique du front.

Au cours de la séance, la plupart des organisations caritatives réclament le rétablissement de la sécurité, notamment l'arrêt des vols de camions et les pillages. De même, il est aussi demandé l'ouverture de l'aéroport de Bolé et le rétablissement de l'arrivée de l'aide humanitaire à partir des ports de Massawa, Asäb et Djibouti. L'*EPRDF* fait savoir que l'arrivée de l'aide par Asäb était une question qui pouvait être d'ores et déjà débattue, mais que l'utilisation des ports de Massawa et de Djibouti en revanche demanderait du temps parce qu'elle impliquait négociations et accords. L'ouverture de Bolé enfin est assurée dans un délai de deux à trois jours. En atermoyant sur ce dernier point alors que les installations sont opérationnelles, les nouveaux dirigeants entendent éviter les ultimes tentatives de fuite des responsables de l'ancien régime.

Le premier discours de Mälläs Zénawi [1.VI-1991/24 genbot 1983 a.m.]

Pour sa part, dès son arrivée à Addis Abäba, le 1er juin, Mälläs Zénawi s'est efforcé de tranquilliser la communauté internationale en s'engageant très officiellement à faire entrer l'Éthiopie dans la voie de la

démocratie. Devant le corps diplomatique et les représentants des organismes internationaux présents à Addis Abäba et réunis à l'hôtel Ghion, le nouvel homme fort du pays, accompagné de son responsable des Affaires étrangères, Seyum Mäsfen, tient, à 15 heures 15, sa première conférence de presse. Le discours est sobre, il se veut rassurant.

Après avoir retracé l'historique des événements des derniers jours, il précise que l'*EPRDF* n'était pas entré dans Addis Abäba sur l'injonction des États-Unis, mais qu'il s'était bien agi d'une décision prise par le front lui-même. Il fait également savoir que :

> *Tous les droits démocratiques seront respectés et qu'il assurera les fonctions de chef du gouvernement jusqu'à l'organisation d'une conférence appelée à réunir les différentes formations politiques et qui se tiendra au plus tard le 1er juillet.*

Cette conférence nommera un gouvernement de transition jusqu'à l'organisation d'élections qui interviendront dans un délai d'un an. Sur la question érythréenne, Mälläs Zénawi déclare qu'à ses yeux, cette région faisait toujours partie de l'Éthiopie et que son statut serait fixé après référendum. Personne n'étant exclu de la conférence à venir, il compte même voir l'*EPLF* y participer :

> *Notre but est d'inclure tous les groupes politiques dans le gouvernement de transition alors qu'une clique restreinte monopolisait jusqu'ici le pouvoir».*

La préoccupation sécuritaire est naturellement abordée et il est bien rappelé que d'ici à la date retenue pour la conférence, le gouvernement s'emploierait à rétablir l'ordre, non seulement à Addis Abäba, mais aussi dans le reste du pays. Après avoir annoncé que l'*EPRDF* contrôlait maintenant Deré Dawa et marchait sur Harär, Mälläs Zénawi achève son discours en déclarant que les responsables de l'ancien régime qui se sont rendus ou ont été arrêtés seraient jugés, que des observateurs internationaux seraient invités à leur procès. Une amnistie en revanche était totalement exclue.

Dans l'ensemble, le dirigeant de l'*EPRDF* produit une bonne impression. Faisant preuve de charisme, modéré dans ses propos, ouvert, il rassure en avançant un processus de règlement conforme aux solutions préconisées par les États-Unis. Le seul point qui semble litigieux à certains diplomates tient à l'éventualité d'une conférence préparatoire tenue à Addis Abäba, lieu qui pourrait dissuader certains opposants en exil. Il reste enfin à connaître la réaction de l'*EPLF* qui ne s'est encore explicitement prononcé ni sur la question de l'Érythrée, ni sur sa participation à la reconstruction de l'Éthiopie.

Pour l'heure, l'*EPRDF* consolide son pouvoir sur le pays où il étend progressivement son emprise. Au sommet de l'État, une petite poignée d'hommes dirige les opérations aux côtés de Mälläs Zénawi, désormais présenté comme « le président » et de Tamrat Layné, « faisant fonction de premier ministre ». Parmi eux, on identifie Seyum Mäsfen qui a pris en charge les Affaires étrangères et Abbayé Tsähay qui contrôle les Affaires sociales, notamment le nouveau comité de coordination de l'aide

humanitaire regroupant la *Relief and Rehabilitation Commission (RRC)*, le *ReST* et l'*ERO*. Les affaires militaires sont dirigées par Seyyé Abreha.

Au niveau de l'administration, seuls les ministres et les directeurs généraux des sociétés d'État ont été démis de leur fonction. Tous les vice-ministres de l'ancienne équipe Täsfayé Dinka sont restés en place, de même que l'ensemble des agents des services publics au niveau subalterne. Le Conseil des ministres regroupe donc tous les vice-ministres sous la tutelle de la petite équipe des quatre ou cinq membres de l'*EPRDF* qui coordonne leurs travaux.

LA MISE EN PLACE D'UN GOUVERNEMENT

Après avoir paré au plus pressé, les vainqueurs ne sont pas sans savoir qu'ils vont devoir expliquer au plus vite la façon dont ils entendent procéder. Il s'agit de mettre sur le chemin de la démocratie un pays dont certaines composantes ont des velléités centrifuges et d'autres la volonté affichée de défendre bec et ongles un centralisme jacobin jadis concocté sous l'empire et validé naguère par le *Därg*[1].

La stratégie dont s'apprêtent à user les nouveaux dirigeants aura le mérite d'intégrer le caractère inéluctable de la sécession érythréenne : dans la lettre elle professera puis instituera le principe de la fédération ethnique, dans l'esprit elle opérera de manière obsessionnelle dans le but de conserver au pays son unité séculaire. Pour l'heure, après que le verdict des armes a légitimé sa prise du pouvoir, le front se soucie d'opérer dans un cadre légal qui, aussi provisoire soit-il, permettra de stabiliser dans les meilleures conditions la situation intérieure. C'est ce à quoi en tout premier lieu vont s'employer les nouveaux maîtres de l'Éthiopie, encore abasourdis par la rapidité de leur propre victoire.

Le Gouvernement provisoire [6.VI-1991]

Le 6 juin 1991 [29 *genbot* 1983 *a.m.*] soit moins de deux semaines après leur entrée dans Addis Abäba, les vainqueurs établissent un gouvernement provisoire dirigé par Tamrat Layné ainsi qu'un conseil des ministres. Comme convenu, ce gouvernement envisage pour le début du mois de juillet la tenue d'une conférence nationale à laquelle seront conviées toutes les « entités nationales et régionales soucieuses du devenir de l'Éthiopie ». Dans le même temps, alors que la situation s'apaise un peu partout, émerge progressivement le principe d'un référendum d'autodétermination pour l'Érythrée, à échéance de deux ans.

Si quelques observateurs en ce début du mois de juin estiment que les *Wäyyané* sont dépassés par la situation, il est patent qu'ils ignorent, dé-

---

[1] Le *Därg* - ደርግ ፡ [gz. *därg*] a été constitué le 28 juin 1974 [21 *säné* 1966 *a.m.*]. Le mot lui-même n'est ni un sigle, ni un acronyme. En guèze, il signifie approximativement le « comité ». Il annonce son autodissolution le 3 septembre 1987 [28 *nähasé* 1979 *a.m.*] à l'avènement de la République démocratique et populaire d'Éthiopie cessant ainsi d'être l'instance suprême du pays.

libérément ou non, l'ampleur de la tâche à laquelle sont attelés les nouveaux maîtres de l'Éthiopie. Certes quelques hésitations accompagnent parfois cette opération complexe, mais dans l'ensemble c'est avec un sang-froid politique étonnant qu'ils procèdent méthodiquement à la normalisation de la vie dans la capitale.

En fin de compte, le contexte profite pleinement à l'*EPRDF* tant la population, lasse et résignée, réalise maintenant que sans les guérilleros la capitale serait à la merci du terrorisme et des pillards. C'est aussi pourquoi en ville, vaille que vaille, les choses s'organisent. Peu à peu l'inquiétude s'estompe. Le front cantonne maintenant ses forces à l'intérieur des casernes et des villas abandonnées appartenant généralement à des cadres de l'ancien régime.

La gestion de la pénurie

Le premier problème qu'il lui revient de résoudre est celui du carburant. Le 1er juin, un nombre important de camions-citernes provenant d'Asäb provoque une affluence autour des pompes de distribution. On est loin cependant d'avoir acheminé la quantité nécessaire aux besoins de la cité. Aussi les autorités, préoccupées à la fois par la nécessité de relancer l'économie et celle d'assurer la gestion du quotidien, décident-elles le 3 juin de ramener le rationnement en carburant de dix-huit à dix litres par semaine et par famille.

Par un communiqué radio, elles demandent également aux camionneurs de reprendre le travail et de gagner Asäb où est envoyée une mission chargée de contribuer au bon fonctionnement de la raffinerie. Les nouveaux dirigeants annoncent également la fourniture de pétrole lampant à partir des réserves de kérosène de l'armée de l'Air afin de répondre aux besoins domestiques.

En fait, le gouvernement se heurte surtout à un manque cuisant de devises négociables sur le marché international. L'approvisionnement en céréales par exemple se fait mal, à Addis Abäba particulièrement où se pressent des foules énormes de réfugiés et d'anciens militaires. Pourtant, lentement, en dépit de toutes ces complications, la ville retrouve son aspect habituel. Si dans leur majorité les magasins sont encore fermés, les mouvements reprennent. La circulation des autobus s'effectue normalement et tout se déroule désormais sans débordements d'aucune sorte. Aussi le dispositif de sécurité mis en place s'allège-t-il de jour en jour. Les gens en armes ne sont plus déployés qu'aux principaux carrefours et autour de quelques édifices importants.

Malgré tout, il est patent que la sécurité reste indiscutablement la préoccupation majeure. En ville où le ramassage des armes se poursuit, les écoles restent fermées. La police est partout assurée par les vainqueurs et le nouveau gouvernement, de manière très éthiopienne, assume immédiatement son rôle de défenseur de la souveraineté du territoire. Des journalistes qui étaient parvenus à se poser, sans autorisation particulière, sur l'aéroport de Bolé, dans les heures qui avaient suivi la prise de

la capitale, le mercredi 29, ont été les premiers à en faire l'expérience. Lorsque leur flottille composée de sept petits appareils kényans de la compagnie *Rent a Plane* est présentée à Addis Abäba, la piste était obstruée par plusieurs camions. Trois avions ont aussitôt fait demi-tour vers le Kenya, mais les quatre autres, à court de carburant, n'ont eu d'autre choix que de tenter de se poser sur l'herbe à côté de la piste. L'un d'entre eux a été endommagé dans l'exercice. Reste qu'à peine posés, les quatre pilotes et les quatre journalistes[1] ont été arrêtés. Retenus quelque temps dans l'aérogare, ils seront finalement libérés, mais sommés de quitter immédiatement le territoire éthiopien.

Nouvelles élections dans les qäbälé [9.VI-1991/2 säné 1983 a.m.]

Poursuivant une politique rassurante de normalisation, le 9 juin, l'*EPRDF* fait procéder à de nouvelles élections dans les quelque 290 *qäbälé* que compte Addis Abäba. Tous les habitants de la capitale sont appelés à participer au scrutin. Il s'agit d'élire des *comités de paix et de sécurité* qui remplaceront les anciennes directions de quartier, déjà renouvelées le 12 mai dernier par l'ancien régime. Ces comités comporteront vingt membres par *qäbälé* : cinq d'entre eux seront choisis par les votants au sein des anciennes directions, les quinze autres seront de nouveaux élus. En procédant de la sorte, l'*EPRDF* tente d'associer la population de la capitale au maintien de l'ordre et à la gestion des affaires publiques.

La réouverture de l'aéroport [10.VI-1991]

Le lendemain 10 juin, l'aéroport de Bolé est officiellement rouvert au trafic. Les appareils d'*Ethiopian Airlines*, réfugiés pour la plupart au Kenya, ont commencé à rentrer, depuis la semaine précédente.

Les premiers vols autorisés concernent Nairobi et l'Europe, à l'exclusion des vols intérieurs ou à destination de Djibouti. En raison du couvre-feu cependant, certaines compagnies comme *Lufthansa* ne peuvent encore reprendre leur activité. Les candidats à l'immigration sont nombreux et les Éthiopiens leur refusent le visa de sortie.

LA DEFINITION DU NOUVEAU CADRE ETHIOPIEN SANS L'ERYTHREE

Au cours du mois de juin, le président du Gouvernement provisoire continue à saisir toutes les occasions qui lui sont offertes pour effectuer un point de situation et préciser les positions de son mouvement sur l'avenir de l'Éthiopie. Le 10, il reçoit le secrétaire d'État français à l'aide humanitaire, Bernard Kouchner, avant de s'entretenir dans le courant de l'après-midi avec les ambassadeurs de la Communauté économique européenne (CEE).

---

[1] Il s'agit de deux Anglais, Chris Shaw et David Prime de *ITN*, un allemand Stefan Klein du *Süd Deutsche Zeitung*, et un suédois, Leif Norrman, du *Dagens Nyheter*.

La conférence de presse du 11 juin

Le lendemain, il donne une importante conférence de presse, rapportée dans son intégralité par l'*Ethiopian Herald* et au cours de laquelle il accepte d'éclaircir sans réserve un certain nombre de points. Tout au long de son intervention, il réaffirme combien, à son sens, il avait été normal que seuls les groupes d'opposition ayant mené les combats participent aux conversations de Londres et combien il était convaincu du fait qu'y inviter d'autres intervenants n'aurait eu d'autre conséquence que de retarder la paix. Le propos dans son ensemble se veut ferme, mais toujours rassurant. *L'EPRDF* a retardé son entrée dans Addis Abäba afin de « permettre au *Därg* de participer aux négociations ». Ce n'est que l'impuissance de celui-ci à assurer la sécurité dans la capitale qui a conduit le front à investir puis s'emparer de cette dernière. L'opération a été menée en toute connaissance des risques qu'elle présentait, avec l'aval des États-Unis, conscients eux aussi des dangers encourus.

Actuellement, le mouvement s'attache à rétablir l'ordre et à assurer la sécurité durant la période de transition. Ses problèmes résultent de la rapidité même de son avance, ces quatre derniers mois, mais aussi des difficultés qu'il rencontre encore à maîtriser sans délai l'ensemble du territoire éthiopien. L'Ouest et le Sud-ouest du pays sont désormais pacifiés et les frontières sud du pays sur le point d'être atteintes. Dans l'Est, la situation est en voie de normalisation, villes et installations importantes en passe d'être contrôlées, le reste le sera à court terme.

Mälläs Zénawi dénonce aussi « l'absence d'esprit de responsabilité des dirigeants du *Därg*, enfuis avec leur butin », un comportement qui accentue encore la précarité de la situation économique en Éthiopie.

Il reconnaît qu'Addis Abäba reste un problème tout à fait spécifique. Grande ville, habitants nombreux, sièges d'ambassades et d'organisations internationales, l'importante quantité d'armes qui s'y trouve encore le préoccupe d'autant plus que des criminels de tout acabit, parmi lesquels figurent les anciens gardes chargés de la sécurité de Mängestu, sont toujours en liberté. Certains groupes d'opposition qui appellent à la violence, aux troubles et aux sabotages méritent d'être fustigés. Pour éviter le bain de sang auquel on a échappé jusqu'à présent, des dispositions particulières à la ville se doivent d'être prises. C'est pourquoi il a été décidé de maintenir le couvre-feu à 19 heures, d'interdire les manifestations et, provisoirement, de fermer les établissements scolaires. Se voulant toujours rassurant, Mälläs explique que l'*EPRDF* entend bien assumer la préparation d'un avenir dont il appartient seul au peuple éthiopien de décider. À cet effet, il garantit la sécurité de tous les participants à la conférence nationale[1] qui siégera à compter du 1er juillet. Sept à huit groupes d'opposition ont déjà déclaré

[1] L'endroit où elle doit se dérouler n'est encore pas fixé. Le nom d'Addis Abäba est le plus fréquemment évoqué mais *l'EPRDF* envisage également de porter son choix vers une capitale étrangère. On parle alors notamment de Nairobi.

y assister, dont l'*EPLF*. Il s'agira de mettre sur pied, à échéance de deux semaines, un gouvernement de transition.

La porte est donc ouverte à tous les mouvements désirant la paix et disposant d'un programme. Les organisations formées récemment seront les bienvenues de même que celles qui se feront connaître par la suite. C'est en évoquant le cas de la *Coalition of Democratic Ethiopian Forces (CoDEF)* récemment constituée et qui rassemble de nombreuses sensibilités *ambara* et *oromo* que le discours retrouve le registre de la fermeté. Il s'agit manifestement là d'une réelle préoccupation pour Mälläs qui déclare sans ambiguïté que si l'attitude belliqueuse du mouvement devait persister, il n'y aurait pas lieu d'envisager sa participation à la conférence. Dans le cas contraire en revanche, il serait le bienvenu. Quoi qu'il en soit, pour l'heure, son comportement reste irresponsable et « semblable à celui du *Därg* qui entendait lutter avec le sang des autres ». Il est peu vraisemblable il est vrai de supposer que l'un de ses dirigeants, de Goshu Wäldä à Mängäsha Seyum, se risquerait à lutter contre l'*EPRDF* sur le terrain.

Mälläs Zénawi exclut enfin catégoriquement toute participation des membres du *WPE,* éludant le fait que des personnalités éminentes auraient par ailleurs pu apporter leur contribution à la reconstruction du pays fort de leurs compétences et de leur expérience.

Certains observateurs par ailleurs sont d'emblée invités à la conférence, les États-Unis, l'Organisation de l'unité africaine et la Communauté économique européenne. En aparté, le président a évoqué devant les ambassadeurs de cette dernière – peut être en cas d'impasse début juillet – l'éventualité d'une deuxième conférence, un mois plus tard.

La prise de distance des Érythréens

En province, tandis que l'*EPRDF* s'efforce d'étendre son autorité sur l'ensemble du pays tout en continuant à traquer les anciens membres du *WPE* et les responsables de l'ancien régime, l'Érythrée se referme sur elle-même.

Pour les Érythréens, avec la reddition de l'ensemble de la IIe Armée[1] et les prises d'Asmära et d'Asäb, le but de trente années de lutte est atteint. Dès le 29 mai, Issaiyyas Afäwärqi a annoncé la formation d'un gouvernement provisoire érythréen. Il est clair que le front n'a pas l'intention de se laisser frustrer d'une victoire qui dans l'esprit de ses chefs ne peut avoir d'autre issue que celle de l'indépendance après un référendum d'autodétermination. Certes, des concessions sont faites. La reconnaissance d'une communauté d'intérêts avec l'Éthiopie comme la décision de reporter le scrutin à deux ans afin de favoriser le retour de la stabilité dans la région en sont les meilleurs exemples. Mais par ailleurs, l'Érythrée procède aussi à la fermeture du port d'Asäb et à l'expulsion

[1] La IIe Armée constituait la presque totalité des forces éthiopiennes engagées contre les rebelles érythréens.

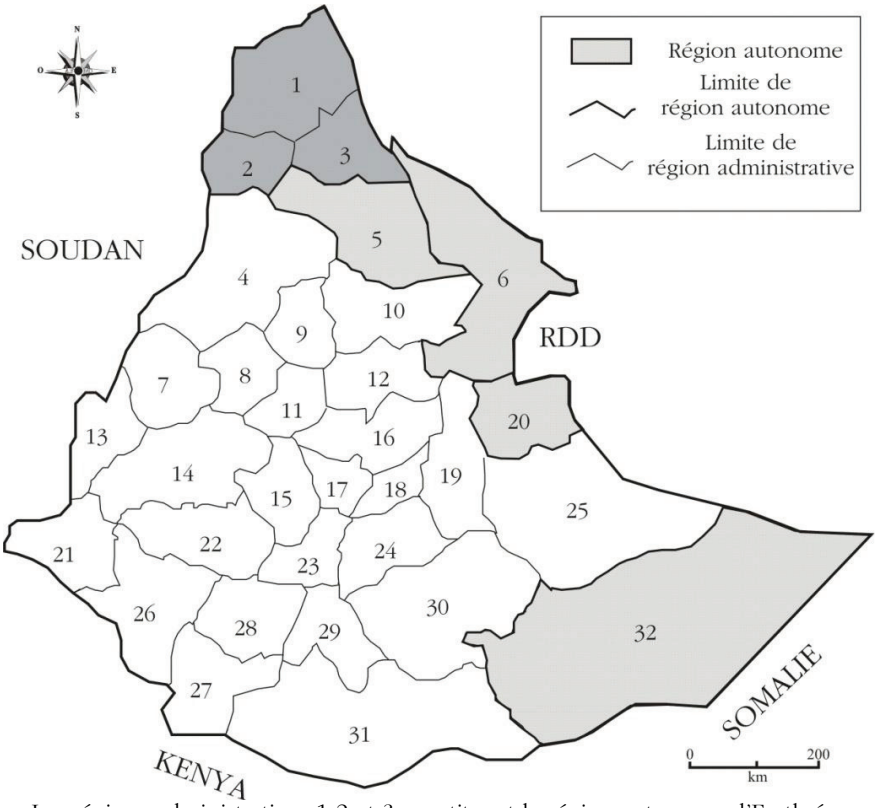
des étrangers « non érythréens », pour la plupart des *Amhara* il faut bien le dire. L'*EPLF* tient surtout à exprimer clairement que son regard est désormais tourné vers la seule Érythrée et qu'il n'est pas question pour Asmära de participer au futur gouvernement de transition éthiopien.

Pour la première fois en effet depuis le déclenchement de leur lutte armée en septembre 1961, les Érythréens sont en situation de franchir le pas politique décisif et mettre en place un gouvernement provisoire jusqu'à la préparation de ce référendum qui leur a été refusé pendant trente ans par les gouvernements éthiopiens successifs. Maître de toute la province y compris des ports d'Asäb et de Massawa, l'*EPLF* affiche de manière de plus en plus claire sa volonté de faire cavalier seul face aux autres forces rebelles qui ont investi la capitale éthiopienne. Il exige à la fois une véritable autonomie et un changement démocratique qu'il sera bien difficile de lui refuser.

En revanche, s'ils sont considérés avec sympathie par de nombreux Africains de plus en plus gênés par le gouvernement sanglant de la Junte, les Érythréens restent officiellement ignorés par l'Organisation de l'unité africaine qui redoute toujours la remise en cause du sacro-saint principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation[1].

---

[1] Principe à l'adoption duquel seuls deux pays ont émis des réserves : le Maroc qui revendique le Sahara occidental et la Somalie qui réclame le district du Nord-Est kenyan, l'Ogadén éthiopien et le Territoire français des Afars et des Issas.



Les régions administratives 1-2 et 3 constituent la région autonome d'Erythrée

	REGION	Chef-lieu		REGION	Chef-lieu
1	Erythrée nord	Agordat	17	Addis Abäba	Addis Abäba
2	Erythrée ouest	Barentu	18	Shäwa est	Nazrét
3	Erythrée sud	Asmära	19	Harärgïé ouest	Asbä Täfäri
4	Gondär nord	Gondär	20	Diré Dawa	Diré Dawa
5	Tegray	Mäqälé	21	Gambela	Gambela
6	Asäb	Asäb	22	Käfa	Djemma
7	Mätäkkäl	Pawwé	23	Shäwa sud	Zway
8	Godjam ouest	Baher Dar	24	Arsi	Asela
9	Gondär sud	Däbrä-Tabor	25	Harärgïé est	Harär
10	Wällo nord	Wäldiya	26	Ilubabor	Mezan Täfäri
11	Godjam est	Däbrä-Marqos	27	Omo sud	Jinka
12	Wällo sud	Däsé	28	Omo nord	Arba Mensh
13	Asosa	Asosa	29	Sidamo	Awasa
14	Wälläga	Näqämte	30	Balé	Goba
15	Shäwa ouest	Giyon	31	Borena	Nägälé
16	Shäwa nord	Däbrä-Berhan	32	Ogadén	Godé

Découpage administratif de 1987

II - La Conference nationale

Dans un tel contexte, la tâche de l'*EPRDF* promet d'être rude. En regard de l'extérieur, il s'agit de jouer de la plus grande discrétion possible par rapport au référentiel marxiste toujours bien ancré dans la conscience politique des dirigeants du front. Mais il lui faut surtout tenir, aux oreilles de la nation éthiopienne, un discours cohérent et intelligible. Le nouveau pouvoir est aujourd'hui écartelé entre la sécession de l'Érythrée quasiment inéluctable et la nécessité d'acquérir une crédibilité. Celle-ci passe forcément par un souci ostentatoire de l'unité nationale à défaut de pouvoir garantir totalement son intégrité territoriale.

La grand rendez-vous maintenant sera la Conférence de réconciliation nationale.

La preparation de la Conference

Comme l'a annoncé Mälläs Zénawi le 11 juin, l'ouverture de la réunion est prévue pour le lundi 1er juillet. Elle se déroulera à Addis Abäba, dans le cadre de l'*Africa Hall*, siège de l'Organisation de l'unité africaine. Il a été retenu que l'endroit, placé sous l'égide de l'Organisation des Nations unies, présentait l'avantage d'offrir l'extra-territorialité. Depuis la semaine précédente, l'*EPRDF* renforce les mesures de sécurité dans la capitale. Chaque jour arrivent des troupes supplémentaires destinées à prévenir moins d'improbables velléités d'insurrection que des tentatives de sabotage. La psychose au regard de ce type d'action n'a pas disparu, entretenue par les récentes explosions des usines de munitions.

C'est donc une quarantaine de mouvements d'opposition à l'ancien régime qui répond à l'invitation des vainqueurs. Seuls l'*EPRP* et le *MäI-*

SoN[1] n'ont pas officiellement renoncé à leur appel à la lutte armée, achevant ainsi de disqualifier la *CoDEF* bien que l'*EPRDF* multipliât les contacts avec l'*EPRP* pour tenter d'obtenir sa participation[2].

Tandis qu'Issaiyyas Afäwärqi fait savoir qu'il assisterait personnellement à la conférence, les principaux fronts *oromo* décident de se réunir au préalable à Khartūm , la dernière semaine de juin, afin de préparer la réunion d'Addis Abäba.

Chez les observateurs, on se prépare également. Herman Cohen est assez optimiste bien qu'il regrettât, certes, que l'*EPRDF* ait rejeté sa suggestion d'une amnistie générale pour les cadres du régime de Mängestu. Mais le mouvement s'est montré dans l'ensemble assez ouvert dans ses invitations, aussi chacun espère-t-il seulement que la Conférence ne sera pas sabotée par les *Ambara*. C'est pour cette raison que Washington conseille à Mälläs Zénawi d'éviter lors des séances plénières les sujets trop contentieux. En privé, le diplomate américain ne cache pas ses craintes de voir se développer certaines tendances antidémocratiques, au fur et à mesure que la nouvelle équipe prendra conscience des difficultés à surmonter.

Pour l'heure, le ministère des Affaires étrangères éthiopien fait parvenir une note verbale d'invitation aux ambassades. Elle revient *de facto* sur les précédentes restrictions de l'*EPRDF* qui indiquaient que la conférence déciderait elle-même en dernier ressort des observateurs admis. Il est toutefois bien précisé que ceux-ci seront strictement cantonnés à un rôle de spectateurs, sans possibilité d'aucune sorte d'intervenir dans les débats. Les nations seront représentées[3] soit par leur ambassade sur place, cas de la France, du Royaume-Uni ou de la république d'Allemagne, soit par des délégations spécialement dépêchées à cet effet, choix de l'Union soviétique, des États-Unis [4] ou de l'Italie.

Le programme de travail est également annoncé : outre la mise en place d'un gouvernement de transition, la conférence procédera à celle d'un conseil national élargi, dont l'objet visera à étendre la participation na-

---

[1] Mouvement d'opposition socialiste marxisant à base majoritairement *oromo*, laminé par le *Därg* et aujourd'hui membre de la *CoDEF*. *Cf.* p. 129.

[2] Certaines indications, erronées, laissaient même entendre que Mälläs Zénawi s'était rendu au cours de la deuxième quinzaine de juin à Washington afin de rencontrer les milieux de l'opposition éthiopienne présents aux États-Unis.

[3] Les observateurs sont : les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies, représentés pour l'URSS par Vladimir Kazimirov, le directeur Afrique du Kremlin, pour les États-Unis par Irvin Hicks, Cohen, et Davidson ; les trois pays voisins, Djibouti, Kenya et Soudan ; le Canada, représenté par son ancien ambassadeur, Mac Donald, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie représentée par le vice-ministre Andrea Borruso, la Suède par son directeur Afrique, Mossberg, et le Japon ; l'Organisation des Nations unies, l'Organisation de l'unité africaine et la Communauté économique européenne (CEE). Sont également présents la Somalie avec le premier conseiller de l'ambassade, Maxamed Ibraahin Naasir, le Nigéria et l'Australie où existe une petite communauté d'expatriés éthiopiens.

[4] Herman Cohen, qui dirige la délégation américaine, arrive le 28 juin à Addis Abäba.

tionale à des groupes ou à des personnalités ne pouvant prendre part à ce gouvernement, pour des raisons de place. Ce conseil comportera environ deux cents membres. Aussitôt après, des élections locales désigneront, à échéance de trois à quatre mois, les conseils régionaux qui enverront leurs représentants au Conseil national. Celui-ci entreprendra alors les réformes de fond comme celle de la Constitution, travail qui devrait déboucher, d'ici à une année, sur des élections générales. On murmure que la conférence durera peu de temps et qu'en fait, elle n'a pour véritable objet que d'entériner le gouvernement transitoire, organe déjà bien réfléchi et au sein duquel l'*EPRDF* devrait conserver un rôle majeur.

L'ouverture de la Conférence [1/5.VII-1991]

La Conférence nationale[1] s'ouvre le 1er juillet [24 *säné* 1983 *a.m.*] à 15 heures à l'*Africa Hall*, par un discours de Mälläs Zénawi. Si la représentation fait la partie belle au fait ethnique, hors l'oubli dont semble devoir souffrir le monde *amhara*, une certaine confusion précède l'intervention du président de l'*EPRDF*. En effet, les horaires n'ayant pas été auparavant diffusés, groupes et observateurs arrivent en retard. De plus, les mesures de sécurité qui isolent depuis le samedi matin la zone du centre-ville autour du Parlement du Palais de l'*Africa Hall* et de l'hôtel Hilton, ne sont pas pour faciliter l'entreprise.

Le chef de l'*EPLF*, Issaiyyas Afäwärqi, est présent en tant qu'observateur. Il a affirmé que les Érythréens ne participeraient pas à ce gouvernement et qu'il n'y aurait pas de représentant de l'Érythrée dans la nouvelle instance qui devait être mise en place par la conférence[2].

Les observateurs sont installés dans les tribunes, de même que la presse. L'hémicycle paraît de ce fait étrangement clairsemé puisque n'y siègent que les quatre-vingts délégués nationaux. Ils sont répartis en vingt-quatre groupes dont le plus important est naturellement celui de l'*EPRDF*, installé au centre, face à la tribune, et qui compte à lui seul une quarantaine de représentants soit près de la moitié de l'ensemble[3]. On peut ainsi reconnaître :

- les représentants de la population *adäré* de la ville de Harär ;
- l'*Afar Liberation Front (ALF)* ;
- le *Bani Shängul People's Liberation Front (BPLF)* ;
- l'*Ethiopian Democratic Action Group (EDAG)* ;
- l'*Ethiopian Democratic Coalition (EDC)* ;

---

[1] **የኢትዮጵያ ፡ ሰላማዊ ፡ ዴሞክራስያዊ ፡ ጉባዔ ።** [amh. *yä-ityop̱ia sälamawi démokrasyawi gubaé*]

[2] La délégation érythréenne avait été placée initialement par *l'EPRDF* au milieu des mouvements et organisations éthiopiens. Elle devait en toute logique rapidement rejoindre les rangs des observateurs.

[3] Dawit Yohannes est désigné comme porte-parole de la Conférence.

- l'*Ethiopian Democratic Union (EDU) ;*
- l'*Ethiopian National Democratic Organization (ENDO) ;*
- l'*Ethiopian People's Revolutionary Democratic Front (EPRDF) ;*
- le *Gambela People's Liberation Front (GLPM)* ;
- les représentants du peuple *guragé* ;
- les représentants du peuple *hadiya* ;
- le mouvement *Horyaal*, représentant des *Somali Gadabuursi* ;
- le *Issa & Gurgura Liberation Front (IGLF)* ;
- les représentants du peuple *känbata* ;
- l'*Oromo Abbo Liberation Front (OALF) ;*
- l'*Islamic Front for the Liberation of Oromiyaa (IFLO) ;*
- l'*Oromo Liberation Front (OLF) ;*
- les représentants des peuples de la vallée de l'Omo *;*
- l'*Oromo People's Liberation Front (OPLF) ;*
- le *Sidamo Liberation Movement (SLM) ;*
- le *Western Somali Liberation Front (WSLF).*

Certains sigles désignent des groupes totalement nouveaux, mais la plupart représentent des composantes ethniques. Des controverses vont même apparaître au sujet d'organisations dont la représentativité sera jugée discutable, comme celle de l'*EDAG* ou de l'*EDC* par exemple, à propos desquelles quelques précisions vont s'imposer.

Les familles religieuses sont représentées par les autorités musulmanes et israélites ainsi que par les chefs des églises éthiopiennes, orthodoxe et catholique. Trois personnes représentent le groupe dit des « Travailleurs[1] » et deux enfin, l'Université[2].

La séance inaugurale, très courte, ne dure pas plus de quarante-cinq minutes. Elle est entièrement consacrée au discours de présentation du « président » Mälläs Zénawi. Les principaux thèmes s'articulent autour d'un plaidoyer pour la paix et la démocratie, conditions indispensables au relèvement d'une économie ruinée par la guerre civile, et de l'espoir que le futur gouvernement de transition saura se révéler équitable entre les différentes composantes de la nation.

Mälläs Zénawi justifie longuement les conditions de sélection des participants. Il défend un souci d'éviter à la fois un groupe trop important qui aurait conduit à des débats stériles, tout en assurant la représentation de l'ensemble des groupes ethniques et des différentes composantes de la société. Il concède aussi que certains éléments susceptibles

---

[1] ሠራተኞች ፡ [amh. *säratägnotsh*], les « Travailleurs ».

[2] Tous deux sont issus du « groupe des Douze ». Début avril, à Addis Abäba, à l'occasion de la 11e conférence internationale des Etudes éthiopiennes, un groupe de onze universitaires réunis autour du professeur Mäsfen Wäldä-Maryam avait fait circuler un texte intitulé « Une initiative de paix éthiopienne ». *cf.* Fontrier 1999 : 460.

de promouvoir la paix et la stabilité n'ont pas été retenus, mais assure qu'ils auront tout loisir de participer aux futures étapes du processus de démocratisation.

Ceci étant dit, à 19 heures, les participants se retrouvent au palais du Jubilé pour un cocktail. L'atmosphère y est toute particulière où règnent à la fois l'espoir et le soulagement, mais aussi la défiance et les ambitions inavouées.

Le vote unanime du projet de Charte nationale [5.VII-1991]

Le lendemain, la Conférence entre dans le vif du sujet avec l'examen de la Charte de la période transitoire, élaborée par l'*EPRDF*.

Ce document de neuf pages se compose, après une brève introduction rappelant les excès de la dictature de Mängestu, de quatre parties :

- la définition des droits individuels et des droits des nationalités éthiopiennes ;
- les principes régissant la politique étrangère du pays ;
- la structure et la composition du Gouvernement de transition ;
- le programme de la période de transition.

La matinée, tout entière consacrée à la première partie, laisse apparaître que les représentants des minorités ethniques jouent un rôle non négligeable dans les débats. Quant au bloc compact des délégués de l'*EPRDF*, étrangement silencieux, il s'en remet au président Mälläs Zénawi[1] du soin de défendre le projet soumis à la Conférence.

S'agissant des droits individuels, plusieurs représentants font remarquer que l'énumération est trop limitative et que nombre d'éléments sont passés sous silence, comme la liberté de se déplacer à l'étranger, la protection contre les détentions ou les perquisitions sans mandat. D'autres soulignent l'absence de toute référence aux « droits économiques », liberté de commercer et surtout droit de propriété. Mälläs cherche à écarter la discussion sur ce dernier point en indiquant qu'il appartiendra au gouvernement transitoire de définir la politique économique et par conséquent les droits et libertés qui en découleront. Finalement, il concède d'amender son texte par une référence aux déclarations des droits de l'Homme des Nations unies et de l'Organisation de l'unité africaine.

Lorsque la séance s'intéresse aux droits des nationalités, un long débat est consacré à l'élément le plus litigieux, à savoir le droit à l'indépendance par autodétermination. Au porte-parole de l'*EDU* qui souhaite voir ce droit s'exercer « dans le cadre de la loi ou de la Constitution », Mälläs fait remarquer que « les peuples sont au-dessus des lois » et « qu'on ne pouvait brider leurs droits ». D'autres, parmi lesquels le représentant de l'Université, soulignent qu'il est dangereux d'introduire un tel principe dans la charte d'un gouvernement transitoire, tant il peut se révéler source d'instabilité. D'autres encore, assez nombreux, ajoutent

[1] Élu président par acclamations, sur proposition du délégué de l'*ENDO*.

qu'une telle disposition ne pouvait avoir sa place que dans une Constitution ratifiée par le peuple lui-même. Mälläs défend néanmoins habilement son texte en rappelant que la guerre civile de trente ans dont ils sortent à peine a précisément résulté du refus obstiné des gouvernements précédents de reconnaître ce droit.

Il n'en demeure pas moins que de nombreux délégués s'avouent inquiets de voir ce principe, qui n'avait évidemment pas fini d'alimenter les discours, figurer dans la Charte du gouvernement transitoire[1].

La discussion sur les règles de la politique étrangère, domaine qui ne paraissait pas devoir soulever de difficultés majeures, donne lieu à des revendications convergentes de toutes les ethnies périphériques. Celles-ci souhaitent voir reconnaître leur droit à entretenir des relations avec les États limitrophes, notamment en ce qui concerne l'aide humanitaire et les projets de développement. Après un assez long débat, Mälläs Zénawi est contraint d'accepter un amendement autorisant ces contacts, mais en les limitant aux seules questions humanitaires et en écartant absolument tout ce qui touchait aux projets de développement.

Le débat sur la structure et la composition du gouvernement de transition bute d'emblée sur une revendication des ethnies minoritaires qui réclament la création d'une « Chambre des nationalités », à côté du Conseil des ministres et du Conseil des représentants. Devant l'insistance de la quasi-totalité des petits groupes, Mälläs s'en tire par une galipette. Il accepte le principe du bicaméralisme tout en parvenant à faire admettre qu'il n'était pas possible d'en envisager la mise en œuvre au cours de la période transitoire en raison de la nécessité d'agir très rapidement pour régler les problèmes en suspens.

La suprématie du Conseil des représentants[2] – composé de membres nommés – sur le Conseil des ministres et la présidence de droit du Conseil des représentants, confiée au chef de l'État, montre à l'évidence que le nouveau gouvernement restera fortement marqué par l'idéologie marxiste traditionnelle. Plus inquiétante encore apparaît la confusion des pouvoirs, puisque le Conseil des représentants, qui contrôlera l'exécutif, devra également assurer l'administration de la Justice. En l'occurrence, le professeur Asfaw, juriste représentant les peuples de la vallée de l'Omo, plaide longuement en faveur d'une justice indépendante du pouvoir exécutif, mais en vain. Son amendement, mis aux voix, ne recueille d'autre suffrage que le sien. Si l'on ajoute que le Conseil des représentants aura également dans ses attributions le contrôle

---

[1] À titre d'anecdote, il faut savoir que chaque délégation est arrivée à la Conférence avec en poche la carte figurant le territoire dont elle revendique l'autonomie. Au bout du compte, on a pu s'apercevoir que les territoires revendiqués dépassaient d'au moins 300 000 km² la superficie du pays !

[2] On parlera sous le Gouvernement de transition de « Conseil des représentants », en charge à la fois du pouvoir législatif et de l'exécutif, et dont le rôle est de ce fait différent d'un Parlement, d'un *shängo*, à proprement parler.

des médias, on peut mesurer en cette fin de journée que le chemin menant à la démocratie sera encore bien long à parcourir.

Mälläs Zénawi semblant vouloir verrouiller le débat et écarter toute proposition d'amendement tendant à démocratiser davantage la Charte, la seconde journée de la Conférence laisse les observateurs sur un sentiment de malaise. Pourtant, contre toute attente, la troisième journée marque un changement d'atmosphère très sensible. L'ambiance évolue à un point tel que d'aucuns laissent clairement entendre que les conseillers américains du président éthiopien ne sont peut-être pas étrangers à cette amélioration du climat. C'est ainsi que, dès le début de la réunion du mardi, Mälläs Zénawi propose de reprendre la discussion sur certains points de la Charte qui semblaient arrêtés, tels que la répartition des principaux postes de responsabilité, les concepts de la présidence, de la vice-présidence et du premier ministre, l'indépendance de la justice et de la presse. Comme les petites ethnies ont insisté pour que les trois principaux postes ne soient pas détenus par les membres d'un même peuple, Mälläs, après une suspension de séance, suggère un compromis qui revient à une capitulation sur les trois points les plus litigieux :

- les trois postes de responsabilité seront confiés à des personnes d'origines différentes – ce qui d'ailleurs ne sera pas pour autant de nature à empêcher l'*EPRDF* d'accaparer l'ensemble ;
- les cas de violation des droits de l'Homme seront soumis à des tribunaux indépendants, formule quelque peu ambiguë qui laisse à penser que d'autres juridictions pourraient ne pas l'être ;
- le Conseil des représentants mettra en œuvre une législation assurant un accès libre et équitable aux médias à propos desquels il n'est plus question de contrôle.

Ces nouvelles formulations qui laissent encore subsister certaines inconnues représentent une amélioration sensible du texte initial et donc un indice d'assouplissement, à travers leur président, de l'orientation politique des fronts, *EPRDF* certes, mais *TPLF* surtout.

En revanche, Mälläs Zénawi n'accepte pas de se laisser entraîner comme le souhaitaient certaines délégations, *ENDO* et *EDU* en particulier, à une définition des droits économiques, déjà réclamée la veille. C'est naturellement le droit de propriété et en particulier celui de la propriété de la terre qui se dessine en filigrane du débat.

Il refuse de même tout net d'indiquer quelle sera la ventilation entre les différentes ethnies des quatre-vingt-sept membres du Conseil, grand sujet de préoccupation sur lequel il est prévu de se prononcer dès le lendemain.

En revanche, la discussion du programme de la période transitoire donne davantage lieu à des explications qu'à des contestations. On apprend ainsi qu'un comité constitutionnel sera mis en place très rapidement, avec la participation de juristes, pour l'élaboration de la nouvelle constitution. Le projet élaboré sera présenté au Conseil des représen-

tants et soumis à la population pour discussion. Il devra être ensuite ratifié par l'Assemblée constituante élue dans l'intervalle. C'est alors seulement que sera organisée l'élection de l'Assemblée nationale et que les organisations politiques majoritaires se verront confier le pouvoir par le gouvernement transitoire. Chacun semble conscient du fait que ce processus exigera du temps et admet qu'il faudra bien deux années à deux années et demie pour y parvenir.

À la fin de cette troisième journée, on remarque que tous les partis ethniques qui avaient vigoureusement réclamé la veille l'institution d'une seconde chambre, la Chambre des nationalités, ont complètement oublié d'en faire inscrire le principe dans la Charte. Le fait tend à souligner, il faut bien le dire, le manque de rigueur juridique des intervenants. Il reste néanmoins que la Charte ainsi adoptée constitue un cadre où certes subsistent bien encore des lacunes mais qui offre incontestablement les bases nécessaires à l'instauration d'un système démocratique. Il reste à voir si les bonnes intentions affichées se concrétiseront au fil de l'élaboration de la constitution proprement dite. Pour l'heure, tous les observateurs étrangers s'accordent à reconnaître que l'édifice ainsi conçu en un mois à peine par l'*EPRDF* méritait d'être salué.

La séance du jeudi 4 juillet commence par une relecture et un dernier toilettage de ce qui va devenir officiellement la « Charte de la période transitoire »[1]. Mise aux voix, elle est adoptée à l'unanimité le lendemain [28 *säné* 1983 *a.m.*] sous les applaudissements de la Conférence, avec deux observations circonspectes toutefois :

- l'une est le fait de Keflé Wädadjo : le représentant de l'*ENDO* indique qu'il n'a pas voulu se dissocier de l'unanimité mais qu'il exprimait néanmoins des réserves sur l'inscription dans la Charte du droit à l'indépendance par autodétermination ;
- l'autre vient du représentant de l'*EDU* qui regrette l'absence de toute référence aux droits économiques, en particulier au droit de propriété.

L'un et l'autre n'en tiennent pas moins à exprimer leur satisfaction à propos du débat démocratique auquel a donné lieu l'examen d'un texte dont l'approbation à l'unanimité est à porter au crédit de Mälläs Zénawi.

Cependant, un sujet, le plus brûlant peut-être, reste encore à débattre : celui du devenir de l'Érythrée.

Le dossier de l'Érythrée

Fort de l'état de grâce qui accompagne la légitimation de la Charte, la Conférence ouvre le même jour le dossier de l'Érythrée avec la participation de l'*EPLF* conduit par Issaiyyas Afäwärqi et qui, pour la circonstance, descend de la tribune des observateurs.

---

[1] **የኢትዮጵያ ፡ የሽግግር ፡ ወቅት፡ ቻርተር ።** [amh. *yä-ityopia yä-shegegger wäqet tshartär*]. Le texte sera publié le 22 juillet 1991 [15 *hamlé* 1983 a.m.] au *Nägarit Gazéta*. *Cf* p. 407.

En l'occurrence, les délégués ont sous les yeux un document intitulé « Principes de coopération entre le Gouvernement de transition de l'Éthiopie et le Gouvernement provisoire de l'Érythrée ». Ce texte, élaboré en commun par l'*EPRDF* et par l'*EPLF*, est relativement bref et comporte, au fil de huit articles, les dispositions suivantes :

- la reconnaissance, par le Gouvernement provisoire éthiopien, du droit du peuple érythréen à décider de son avenir politique par référendum ;
- la décision érythréenne de différer de deux ans ce référendum, afin de contribuer au bon déroulement de la période transitoire, de laisser au gouvernement éthiopien le temps de lancer son programme et de garantir la stabilité dans la région ;
- la reconnaissance par l'Érythrée de l'importance vitale du port d'Asäb pour l'Éthiopie et la décision d'en faire « un port franc pour l'Éthiopie » ;
- une appréciation commune qui conclut à la nécessité d'une coopération de défense, à traduire par un accord en la matière ;
- la création de comités consultatifs mixtes en matière de sécurité, d'économie, de circulation et de transports ;
- l'établissement d'une délégation érythréenne « de haut niveau à Addis Abäba afin de faciliter la coopération ».

Avant de s'engager dans l'examen détaillé de ce texte, la Conférence décide au préalable d'ouvrir un débat général sur la question érythréenne. Issaiyyas Afäwärqi[1] ouvre celui-ci par une intervention assez agressive au fil de laquelle il s'efforce de démontrer que toute l'histoire de la lutte érythréenne se ramène à un problème de décolonisation, l'indépendance de l'Érythrée ayant été « confisquée » en 1950 avec la complicité des grandes puissances. « Aujourd'hui », dit-il, « le peuple érythréen ne s'en remettra plus à d'autres pour décider de son destin et n'admettra aucune interférence de quelque nature que ce soit dans son choix politique ».

Plusieurs porte-parole de groupes éthiopiens, de l'Université et de la délégation *guragé* en particulier, réagissent au ton incisif du chef érythréen et évoquent la communauté d'histoire et de culture des deux peuples, avançant le fait que le berceau de l'Éthiopie se trouvait en partie en Érythrée. Ils mettent en avant la diversité des nationalités en Érythrée même et leur attachement à l'unité nationale, évoquée par l'*EDU* pour essayer d'éviter une décision de principe qui engagerait l'avenir.

---

[1] Le mercredi 29 juin, à Londres, afin que personne ne s'y trompe ou bien ne parte sur une quelconque illusion, l'*EPLF* avait annoncé la formation d'un gouvernement provisoire érythréen jusqu'à l'organisation d'un référendum sur le futur statut de la province. Peu après, au cours d'une conférence de presse, Issaiyyas Afäwärqi avait explicitement précisé que l'*EPLF* ne participerait pas au Gouvernement de transition en Éthiopie.

L'*amoyta*[1] de l'Awsa Ali Mirah [af. *ʿAli Miraḥ*], qui intervient pour la première fois dans la discussion, au nom de l'*Afar Liberation Front (ALF),* laisse même Ali Mirah planer une menace en revendiquant formellement pour les *Afar* d'Érythrée le même droit de se prononcer sur leur avenir par un référendum d'autodétermination.

Mais en dépit de ce débat, qui restera toujours très digne, chacun percevant la gravité de l'enjeu, la cause est en fait entendue et lorsque le président Mälläs Zénawi met aux voix l'article premier portant reconnaissance du droit des Érythréens à se prononcer par référendum, c'est à l'unanimité encore que l'article est adopté, sous les applaudissements de la Conférence, avec pour seule abstention celle du représentant de l'Université.

La Conférence prend ensuite note des articles deux et trois contenant les propositions érythréennes sur le report du référendum et le statut du port d'Asäb. Rendez-vous est alors pris pour le lendemain afin de se prononcer sur le reste du document, destiné à être transmis au futur Conseil des représentants, recueil des directives nécessaires à l'élaboration des accords techniques avec les Érythréens.

Ce débat, sur un sujet hautement sensible et que beaucoup redoutaient, s'était déroulé dans la sérénité, en particulier grâce à une longue et émouvante intervention personnelle de Mälläs Zénawi qui avait mis tout son poids dans la balance en développant un vibrant plaidoyer pour la paix et la démocratie auquel les délégués n'étaient pas restés insensibles. Ainsi, une page essentielle de l'histoire de l'Éthiopie venait, presque sans bruit, de se tourner.

Le lendemain, au début de la séance du vendredi, revenant sur les principes de coopération entre les deux administrations d'Éthiopie et d'Érythrée, la Conférence exprime sa satisfaction à propos du report à deux ans du référendum érythréen, ce délai constituant selon chacun *une contribution à* l'*instauration de la paix et de la démocratie*. Elle approuve la décision érythréenne relative à l'ouverture du port d'Asäb et demande comme prévu au futur gouvernement de transition de mettre au point avec les autorités d'Asmära les modalités pratiques d'application de cette décision ainsi que celles des différents accords de coopération envisagés avec l'Érythrée.

La constitution du Conseil des representants

En dernier lieu, il restait à débattre de la délicate question de la répartition des quatre-vingt-sept sièges du Conseil des représentants[2] En ouvrant la séance, Mälläs Zénawi précise que s'agissant d'un organisme appelé à siéger en permanence et non pas en sessions, il fallait un

---

[1] Le titre de « sultan », terme arabe habituellement utilisé, n'existe pas en langue afar. En Awsa et à Bidu [af. *biḍu*], le terme juste est *amoyta* qui désigne un pouvoir autocéphale doté d'une autonomie. De même le « vizir », terme arabe également est ici *banoyta*.

[2] **የተወካዮች ፡ ምክር ፡ ቤት ።** [amh. *yä-täwäkayotsh mekär bʲét*]

nombre de membres, d'une part suffisamment restreint pour lui permettre de travailler avec efficacité, mais d'autre part assez important pour assurer une représentativité aussi bonne que possible des différentes composantes de la population. La désignation de quatre-vingt-sept représentants répondait selon lui à cette double préoccupation.

La répartition des sièges

Pour la répartition de ces sièges, l'*EPRDF* prenait en considération plusieurs facteurs :

- la contribution des différents partis et organisations à la lutte armée et à l'écrasement du régime de Mängestu ;
- le poids démographique des populations représentées par les divers groupes ethniques ;
- la nécessité de représenter un éventail d'opinions et de secteurs de la société aussi large que possible.

Ces critères étaient d'ailleurs les mêmes que ceux qui avaient présidé à la sélection des groupes siégeant à la Conférence nationale. On les retrouverait donc tous dans le futur conseil sur les bases suivantes :

- 32 sièges reviennent à l'*EPRDF*, ainsi répartis au sein de la coalition : 10 au *TPLF*, 10 à l'*EPDM*, 10 à l'*OPDO*, 2 à l'*EDORM* ;
- Les partis de l'ensemble *oromo, OPDO* non considéré, obtiennent pour leur part : 12 sièges pour l'*Oromo Liberation Front (OLF)*, 3 pour l'*Islamic Front for the Liberation of Oromiyaa (IFLO)*, 1 pour l'*Oromo Abbo Liberation Front (OALF),* 1 pour le *United Oromo People's Liberation Front (UOPLF).*

Il apparaît d'emblée que l'*EPRDF* et l'*OLF*, les deux participants à la réunion de Londres, détiennent à eux deux la majorité absolue du futur conseil, soit 44 sièges sur 87, situation qui tend à montrer leur détermination à en contrôler étroitement le fonctionnement. Les sièges attribués aux cinq mouvements *oromo* permettent à ce peuple de disposer à lui seul de 27 sièges sur 87. Elle bénéficie ainsi de la plus importante représentation, à hauteur de 31 %. Le fait en soi est assez logique, fort tant du poids démographique de l'ensemble *oromo* en Éthiopie que de l'extrême disparité des composantes de ce peuple. Mais il est clair par ailleurs que l'*EPRDF* a eu le souci de ménager particulièrement une entité dont il sait les tentations centrifuges vers une éventuelle autodétermination.

Les autres groupes ethniques présents sont relativement bien traités et généralement sur le même pied. Les sièges leur sont ainsi attribués :

- 3 à l' *Afar Liberation Front (ALF)* ;
- 1 à la *Haräri National League (HNL)* ;
- 2 au *Bani Shängul People's Liberation Front (BPLF)* ;
- 2 à la *Guragé People's Democratic Organisation (GPDO)* ;
- 2 au *Gambela People's Liberation Front (GPLF)* ;

- 2 à la *Hadiya Nationality Democratic Organisation (HNDO)* ;
- 1 au parti *Horyaal* ;
- 1 à l'Issa and *Gurgura Liberation Front (IGLF)* ;
- 2 aux représentants du peuple *känbata ;*
- 2 à l'*Omotic People's Democratic Movement (OPDM)* ;
- 2 au *Sidamo Liberation Movement (SLM)* ;
- 2 au *Wälayta People's Democratic Front (WPDF)* ;
- 2 au *Western Somali Liberation Front (WSLF).*

Ces nationalités périphériques disposent ainsi de vingt-quatre sièges. Il s'agit là aussi de prévenir les tentations centrifuges.

Viennent ensuite les représentations socioprofessionnelles et les formations politiques libérales. Le groupe des »Travailleurs » est privilégié avec trois sièges, aussi offre-t-il un appui sans faille à l'*EPRDF* qui renforce le contrôle de celui-ci sur le Conseil. Les autres mouvements ne disposent chacun que d'un siège symbolique. Il en va ainsi de :

- l'*Ethiopian Democratic Coalition (EDC) ;*
- l'*Ethiopian Democratic Union (EDU) ;*
- l'*Ethiopian Democratic Action Group (EDAG) ;*
- l'*Ethiopian National Democratic Organization (ENDO).*

Les *Ambara*, qui fournissent la clientèle principale de ces divers mouvements, sont ainsi nettement marginalisés. Ils paient par là leur passivité à l'égard du régime de Mängestu, leur peu de poids dans la lutte armée contre celui-ci, et surtout, comme l'ont suggéré beaucoup de petites ethnies, leur domination passée. C'est la revanche de la périphérie sur le centre, du colonisé sur le colonisateur.

Quatre-vingt-un sièges sont dans un premier temps attribués et Mälläs Zénawi précise que les six restant à pourvoir seront réservés

> *« à des formations politiques, des nationalités ou des secteurs professionnels qui n'ont pas été représentés à la Conférence nationale ou qui pourraient se manifester ultérieurement ».*

Chacun s'interroge quelque peu sur cette procrastination finalement mise au compte du souci de garder dans sa manche un atout susceptible de rallier quelques opposants comme l'*EPRP*, de se laisser la possibilité de corriger des erreurs ou des omissions trop flagrantes, voire de garder un peu de lest à lâcher en cas de récriminations trop vives.

En dépit des réclamations des formations s'estimant lésées, comme les libéraux et quelques peuples du sud, Mälläs Zénawi reste ferme sur la répartition retenue et ne cède en rien. Aussi le projet est-il adopté à l'unanimité moins une voix, l'*EDAG*, et quatre abstentions, l'*ENDO*, l'*EDU*, l'Université et l'*IFLO*[1].

---

[1] Un peu plus tard, Dawit Yohannes, déclarait un peu hâtivement qu'*aucune organisation ne détiendrait de toute façon la majorité dans les conseils*. (Propos rapporté par l'Agence France-Presse, le 11 juillet)

La séance finale est réservée aux discours d'une dizaine de représentants des groupes participants ou des observateurs. L'Organisation de l'unité africaine (OUA), par la voix du Nigéria qui préside alors l'Organisation, clôture la Conférence.

Le succès d'un exercice à haut risque

Ainsi, après les incertitudes du début, celle-ci constitue-t-elle un succès indéniable tant pour le démarrage d'un processus démocratique plausible dans le pays que pour Mälläs Zénawi lui-même. Tel est le sentiment qui, au soir du vendredi 5 juillet, est partagé aussi bien par les participants que par la plupart des observateurs.

Le texte de la Charte qui sera publié le 22 juillet 1991 au journal officiel, le *Nägarit Gazéta*, annule officiellement les lois appliquées sous l'ancien régime[1].

Organisée dans la précipitation, juste un mois après la prise du pouvoir par l'*EPRDF*, la Conférence, sur laquelle ne filtraient que peu d'informations précises, se présentait *a priori* sous des auspices peu favorables. Force était de constater qu'en cinq jours à peine, elle était parvenue à des résultats qu'aucun observateur ne se serait risqué à prédire. Le mérite en revenait incontestablement au président Mälläs Zénawi qui avait su, dans un laps de temps aussi bref, composer sa salle pour s'assurer du succès de son initiative, tout en faisant une place, aussi réduite soit-elle, aux opposants virtuels et pour faire adopter les deux textes que lui-même et l'état-major de l'*EPRDF* avaient élaborés.

Dans la conduite des travaux, au moyen de procédures improvisées et en l'absence de toute expérience d'un débat de type parlementaire, Mälläs avait fait preuve d'une grande intelligence. Il avait su laisser s'exprimer les vues les plus divergentes, accepter les amendements, montrer qu'il savait peser de tout son poids lorsque l'enjeu lui paraissait fondamental et clore la discussion avec beaucoup d'autorité lorsque le fruit était mûr. En quelques jours, il venait d'acquérir un poids considérable à la fois sur l'échiquier politique éthiopien et sur la scène internationale, en sortant victorieux de cette épreuve menée de main de maître.

Tout aussi habilement encore, au lendemain de la Conférence, Mälläs fait passer à la télévision, pendant des heures, le compte-rendu intégral des débats, sans aucune censure. Incitant ainsi la population à une pratique de la démocratie dont elle n'avait aucune expérience, il suscitait, parfois même en milieu *amhara*, des réactions d'agréable surprise. Il apparaît alors que la Charte offrait effectivement toutes les bases nécessaires à l'instauration d'une véritable démocratie pluraliste, améliorée en outre, par rapport au projet initial, par l'introduction de références à la déclaration universelle des droits de l'Homme des Nations unies et la création de tribunaux indépendants.

---

[1] *Agence France-Presse* MOAO, n° 205, 23 juillet 1991.

Un soulagement sans euphorie

Il n'en demeure pas moins que ce canevas séduisant demandait maintenant à être rempli. Chacun est conscient du fait que tout dépendra du contenu de la future constitution, des modalités pratiques de formation des partis politiques et des mécanismes électoraux qui seront institués. Si le président Mälläs a fait très bonne impression, nombreux sont ceux qui ont décelé chez lui une tendance à l'autoritarisme assez préoccupante. Son refus de donner la moindre indication sur la politique économique du gouvernement de transition inquiète, et l'on comprend d'autant plus mal qu'il ait écarté les références précises au droit de propriété que celui-ci précisément figure dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Bref, ce personnage dont le visage impénétrable ajoute au caractère énigmatique continue à susciter bon nombre d'interrogations.

L'autre sujet de préoccupation est la reconnaissance du droit à l'autodétermination pour toutes les nationalités. Nombreux sont ceux qui se demandent si certains peuples, encore incapables de percevoir la chose publique à l'échelle de l'Éthiopie, ne seront pas tentés d'user prématurément de ce droit face à la première insatisfaction venue, comportement qui pourrait mener soit à une « balkanisation » du pays soit à une répression du pouvoir central, hypothèse la plus plausible. D'autres encore se demandent si l'exercice de ce droit devait être codifié dans le cadre de la future constitution et s'interrogent sur le fait que l'on n'ait pas accepté de le mentionner dans la Charte.

Certes, l'adoption des principes de coopération avec l'Érythrée s'est révélée particulièrement spectaculaire puisque la Conférence nationale, en reconnaissant le droit à la sécession, a mis officiellement fin au conflit qui ravageait le pays depuis trente ans. Le geste n'en a pas moins été douloureux pour beaucoup d'Éthiopiens, rassemblés aussi bien sous l'empire que sous le régime de Mängestu dans la mystique de l'unité et de l'intégrité territoriale de l'Éthiopie. Sauf que l'*EPRDF* n'a pas laissé échapper le moment, le moment propice pour tourner la page.

Il reste qu'une grande inconnue demeure maintenant dans les relations qui s'établiront entre les deux nouvelles entités de l'ancienne Éthiopie. Issaiyyas Afäwärqi, « l'Érythréen », a lui aussi une forte personnalité et les rapports entre les deux chefs de gouvernement, en dépit des promesses de coopération, restent plein d'incertitudes. À cet égard, la libre utilisation du port d'Asäb promet de se révéler un test déterminant auquel le problème *afar* ajoute une composante supplémentaire. Le président érythréen au cours d'une conversation avec le ministre français Bernard Kouchner a naguère déjà fait comprendre qu'il était particulièrement sensible sur ce point.

En ce qui concerne le nouvel équilibre des forces enfin, au sein du Gouvernement de transition[1], il était à l'évidence largement préfiguré

[1] **የሽግር ፡ ምንግሥት ።** [amh. *yä-shegegger mengest*]